

2008

IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS EN MILIEU URBAIN



Programme
Alimentaire
Mondial



ANSD
Agence Nationale de
la Statistique et de la Démographie

Rapport final

Sénégal

Pikine-Kaolack-Ziguinchor

Novembre- 2008

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	4
SIGLES ET ACRONYMES.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
I- CONTEXTE SOCIOECONOMIQUE.....	10
1- PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SÉNÉGAL	10
2- PRINCIPAUX AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUES	10
2.1- <i>Croissance économique et pauvreté.....</i>	<i>10</i>
2.2- <i>Commerce extérieur.....</i>	<i>10</i>
2.3- <i>L'indice des prix à la consommation</i>	<i>11</i>
2.4- <i>Secteurs sociaux de base.....</i>	<i>11</i>
2.5- <i>Habitudes de consommation alimentaire et indicateurs nutritionnels.....</i>	<i>12</i>
II- HAUSSE DES PRIX ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE.....	13
1- HAUSSE DES PRIX AU SENEGAL.....	13
3- LA VULNERABILITE EN MILIEU URBAIN	13
4- SUIVI DE LA CRISE ALIMENTAIRE	14
III. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE.....	15
1- OBJECTIFS.....	15
2- METHODOLOGIE	15
2.1- <i>Approche méthodologique</i>	<i>15</i>
2.2- <i>Echantillonnage</i>	<i>15</i>
2.4- <i>Les centres urbains et leurs spécificités.....</i>	<i>17</i>
2.4- <i>Couverture de l'échantillon</i>	<i>21</i>
2.5- <i>Limites et contraintes.....</i>	<i>21</i>
3- OUTILS DE COLLECTE.....	21
4-SAISIE ET ANALYSE DES DONNÉES.....	22
IV- IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE EN MILIEU URBAIN (PIKINE, KAOLACK ET ZIGUINCHOR)	23
1- ANALYSE DES PRINCIPAUX CHOCS : HAUSSES DES PRIX, INONDATIONS ET COUPURES D'ÉLECTRICITÉ.....	23
2- LES MARCHES URBAINS	23
2-1- <i>Disponibilité et accessibilité des produits</i>	<i>23</i>
2-2- <i>La survie des détaillants</i>	<i>24</i>
3- PROFIL DE LA PAUVRETE.....	25
4- MOYENS DE SUBSISTANCE ET SOURCES DE REVENU.....	26
4-1- <i>Nombre de sources de revenu et variations.....</i>	<i>26</i>
4-2- <i>Sources de revenu des ménages.....</i>	<i>26</i>
4-3- <i>Petit commerce et commerce de rue.....</i>	<i>28</i>
4-4- <i>Agriculture urbaine et élevage.....</i>	<i>28</i>
4-5- <i>Entraide et transferts d'agent.....</i>	<i>29</i>
4-6- <i>Les femmes en première ligne dans la gestion de la crise.....</i>	<i>30</i>
5- GESTION DE LA NOURRITURE ET CONSOMMATION ALIMENTAIRE A L'INTERIEUR DES MENAGES	30
5-1- <i>Nombre de repas (fréquence de consommation alimentaire)</i>	<i>30</i>
5-2- <i>Substitution et diversité des aliments.....</i>	<i>31</i>
5-3- <i>Consommation alimentaire acceptable ?.....</i>	<i>32</i>
5-4- <i>Origine des aliments consommés dans les ménages</i>	<i>33</i>
5-5- <i>Consommation alimentaire hors de la maison.....</i>	<i>34</i>
5-6- <i>Nombre de personnes partageant le repas dans le ménage.....</i>	<i>35</i>
6- REVENU DES MENAGES.....	35
6-1- <i>Estimation du revenu annuel.....</i>	<i>35</i>

6-2- <i>Baisse du pouvoir d'achat</i>	36
7- STRUCTURE DES DEPENSES DES MENAGES.....	37
7-1 <i>Structure et priorités des dépenses des ménages</i>	37
7-2- <i>Réallocation des ressources à l'intérieur des ménages</i>	37
8- ACHAT A CREDIT ET EPARGNE	38
8-1- <i>Accès aux crédits formels et informels</i>	38
8-2- <i>Épargne des ménages</i>	39
IV. STRATEGIES DE SURVIE.....	40
V. PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE	40
VI. ANALYSE DES RISQUES.....	42
1- DU POINT DE VUE DES MENAGES	42
2- DISPONIBILITE ALIMENTAIRE, EVOLUTION DES PRIX NATIONAUX ET INTERNATIONAUX.....	42
3- ÉCONOMIE MONDIALE ET CRISE FINANCIERE.....	42
VII. CONCLUSION	44
VIII. OPTIONS DE REPONSE.....	45
IX. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	47

Remerciements

La hausse des prix que le monde a connue en 2008 n'a pas épargné le Sénégal. Aussi bien le milieu urbain que le milieu rural ont été touchés par cette crise qui a été aggravée par la crise économique et financière mondiale. Fidèle dans sa mission d'accompagner le Gouvernement du Sénégal dans l'assistance aux populations les plus vulnérables, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies a été confronté comme plusieurs partenaires à l'absence d'informations sur le milieu urbain.

Suite à de nombreuses concertations, la décision de la réalisation d'une enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence a été prise. Le présent rapport est donc le fruit d'une collaboration étroite entre les structures de l'État et les partenaires au développement.

Le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) remercie l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) pour avoir bien voulu l'accompagner dans la mise en œuvre de cette enquête. Les remerciements du PAM vont également à l'endroit du Secrétariat Exécutif du Conseil National à la Sécurité Alimentaire (SE/CNSA) et du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) pour leur participation active à la conception des outils de collecte, à la formation des agents de collecte et aux réflexions sur les suites à donner à cette enquête. La contribution de la FAO et de l'UNICEF à la mise en œuvre de cette enquête a été déterminante dans la réussite des différentes phases. C'est l'endroit pour saluer cette collaboration et d'appeler à sa poursuite et à son renforcement.

Les remerciements sont également adressés aux personnes qui ont contribué de diverses manières à la réussite de cette enquête.

Bienvenu DJOSSA

Représentant

Programme Alimentaire Mondial

Dakar, République du Sénégal

Sigles et acronymes

ANSD :	Agence National de Statistique et de Démographie
ASC	Association Sportive et Culturelle
CAF	Coût Assurance Fret
CSA :	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
DPS :	Direction de la Prévision et de la Statistique (actuel ANSD)
DR	District de Recensement
EDS	Enquête démographique et de Santé
EFSA :	Emergency Food Security Assessment
ESAM :	Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages
ESPS	Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal
FDV	Fondation Droit à la Ville
FMI :	Fonds Monétaire International
FAO :	Food and Agriculture Organization of the United Nations
GOANA :	Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance
IDH :	Indice de Développement Humain
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
ONG	Organisation Non gouvernementale
ORSEC	Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
PVD :	Pays en Voie de Développement
PIB :	Produit Intérieur Brut
PAM :	Programme Alimentaire Mondial
PMA	Pays les Moins Avancés
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRRO :	Protracted Relief and Recovery Operation
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAP	Système d'Alerte Précoce
SE/CNSA :	Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
UNICEF :	United Nations Children's Emergency Fund
VAM :	Vulnerability Assessment and Mapping

Cartes

Carte 1 : Ville de Pikine

Carte 2: Commune de Kaolack

Carte 3 : Commune de Ziguinchor

Graphiques

Graphique 1 : Prix courant du riz importé brisé 2008	24
Graphique 2 : Prix courant au détail du mil local 2008	24
Graphique 3 : Classes de richesse	25
Graphique 4 : Principales activités exercées par les ménages	27
Graphique 5 : Changement dans les transferts d'argent reçus comparativement à l'année dernière à la même période	29
Graphique 6 : Nombre de repas pris la veille par les adultes	30
Graphique 7 : Score de consommation alimentaire par ville (seuils 28-42).....	32
Graphique 8: Origine de la nourriture selon les classes de consommation alimentaire - Pikine	34
Graphique 9 : Source de nourriture selon les classes de consommation alimentaire - Kaolack	34
Graphique 10 : Source de nourriture selon les	34
classes de consommation alimentaire - Ziguinchor	34
Graphique 11 : Incidence de la pauvreté selon le seuil de pauvreté de l'ESAM II	36
Graphique 12 : Répartition des dépenses totales des ménages.....	37
Graphique 13 : Répartition des dépenses	37
Graphique 14 : Evolution de la situation au cours des 3 prochains mois	42

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon et éléments de l'organisation de la collecte des données	16
Tableau 2 : Cibles des focus groups.....	16
Tableau 3 : Proportion de ménages n'ayant qu'une seule source de revenu en 2007 et 2008 ..	26
Tableau 4 : Nombres de sources de revenu des ménage et variation	26
Tableau 6 : Consommation de viande et de poisson dans les ménages	31
Tableau 7 : Groupe de consommation alimentaire selon le niveau d'instruction du chef de ménage à Ziguinchor.	33
Tableau 8 : Comparaison des scores de consommation alimentaire de la sous-région	33
Tableau 9 Revenu annuel médian (FCFA/\$US - Nov. 08)	35
Tableau 10 : Revenu médian par équivalent adulte et par jour (FCFA/US\$)	36
Tableau 11 : Augmentation de la fréquence de recours au crédit comparativement à l'année dernière à la même période.....	38
Tableau 12 : Résumé de l'analyse de risque.....	43

Résumé

IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS EN MILIEU URBAIN

Novembre 2008

Le contexte

Le Sénégal est un pays d'Afrique de l'Ouest avec une superficie de 192 722 km². Sa population est estimée à près de 12 millions d'habitants en 2008. Cette population est majoritairement rurale. En effet, selon le recensement de 2002, 40,7% de cette population vit en milieu urbain. La région de Dakar qui représente une superficie de 550 km² concentre plus du cinquième de la population totale. Sur le plan économique, le Sénégal fait partie des pays les moins avancés (PMA). En 2008, il est classé à la 156^e position (sur 177 pays) selon l'indice de Développement Humain du PNUD. Le PIB était de US\$ 768 en 2006 selon les chiffres de la Banque Mondiale. La croissance du PIB a été en moyenne supérieure à 4% entre 2000 et 2006. Pour l'année 2007, les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) mettent cette croissance à 5%. En 2008, le taux de croissance du PIB est estimé à 2,5% selon les chiffres de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE).

L'incidence de la pauvreté des ménages est de 48,5% sur le plan national selon les résultats les plus récents de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM) réalisée en 2002 par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Cet indicateur dépasse 60% dans les régions de Ziguinchor, Kolda, Kaolack et Diourbel. Ces chiffres sont plus accentués en milieu rural qu'en milieu urbain. Ceci entraîne un exode rural en progression, surtout en direction de Dakar. Le taux de croissance urbaine est passé de 2,8% en 1955 à 3,8% en 2005.

La hausse des prix enregistrée au niveau mondial a été aggravée au Sénégal par de mauvaises campagnes agricoles au cours des deux dernières années. La production de la campagne 2007/2008 a baissé de 24% par rapport à celle de la campagne précédente. La production agricole est caractérisée par un déficit structurel. La production céréalière n'a couvert en moyenne que la moitié des besoins au cours de la période 2004-2006. Pour la campagne agricole 2007/2008, ce taux de couverture n'est que de 38,4%. Ce déficit est comblé par les importations, rendant le pays particulièrement exposé aux augmentations des prix des produits alimentaires.

Face à la persistance de la hausse des prix et à la suite d'une évaluation réalisée en milieu rural au mois de juillet 2008, le PAM en collaboration avec la FAO, l'UNICEF et l'ANSD, a réalisé une enquête de sécurité alimentaire en milieu urbain dans les villes de Pikine, Kaolack et Ziguinchor.

Objectifs de l'étude

L'étude visait les objectifs suivants :

But:

- Contribuer à l'identification de stratégies pertinentes pour atténuer l'impact de la hausse des prix sur les populations urbaines les plus vulnérables.

Objectif principal:

- L'enquête vise à produire des informations fiables et de qualité permettant de prendre des décisions à court et à long terme.

Objectifs spécifiques:

- Déterminer les changements de situation relatifs à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des populations urbaines en relation avec la hausse des prix;
- Déterminer dans quelle mesure les ménages subviennent à leurs besoins alimentaires et non alimentaires minimums dans un contexte de hausse des prix;
- Identifier les poches de vulnérabilité et les groupes de populations particulièrement affectés par l'insécurité alimentaire;

Quelle est la méthodologie utilisée ?

L'approche adoptée combine un volet quantitatif et un volet qualitatif, ce qui permet de valider les informations par triangulation. Trois villes ont été sélectionnées sur la base de l'incidence de pauvreté et sur l'effectif de ménages pauvres qu'elles comportent. Il s'agit de Pikine, Kaolack et Ziguinchor. Dans chaque ville, 500 ménages ont été sélectionnés de façon aléatoire de sorte à être représentatifs de l'ensemble des ménages de la ville. Le mode de tirage est un sondage aléatoire à deux degrés où au premier degré des Districts de Recensement (DR) ont été tirés de manière aléatoire proportionnellement à leur poids en nombre de ménages. Après le dénombrement des DR-échantillons, 12 ménages ont été sélectionnés par un tirage systématique.

88 discussions de groupe ont été organisées suivant un guide d'entretien qui visait à déterminer la façon dont les différentes couches de la population vivent la crise de la hausse des prix. Ces réunions ont regroupé entre autres les associations de femmes et de jeunes, les enfants, les groupements de producteurs, les commerçants, des délégués de quartiers, et les ménages. Les données ont été collectées entre le 4 et le 25 novembre 2008.

Quel a été l'impact des chocs sur la situation alimentaire des ménages?

Chocs urbains: Le prix élevé des denrées alimentaires (73,6% d'augmentation du prix du riz entre juillet 2008 et juillet 2007 à la suite de la suppression des subventions de l'Etat) est le principal choc que 90% des ménages ont subi. Autres chocs : les inondations et les coupures intempestives d'électricité et d'eau.

Changements dans les moyens de subsistance dans les zones urbaines: les ménages sont à la recherche d'autres moyens de subsistance dans le secteur informel, en particulier dans le secteur du petit commerce où les femmes prédominent. Le commerce ambulante et la vente de produits alimentaires dans la rue sont les formes les plus courantes. Les transferts d'argent venant de l'étranger sont une source importante de revenu pour les ménages, mais ont diminué par rapport à l'année précédente.

Impact sur la consommation alimentaire: 27% de la population de Ziguinchor, 16% à Pikine et 9% à Kaolack sont considérées comme vivant dans une situation d'insécurité alimentaire (consommation alimentaire "pauvres" et "à la limite"). Au moins 10% des ménages ont réduit le nombre quotidien de repas (27,6% à Ziguinchor, 17,6% à Pikine, 10,5% à Kaolack consomment 2 repas ou moins par jour), alors que d'autres ont remplacé les produits alimentaires qui leur sont devenus inaccessibles par d'autres moins préférés (60 à 90% des ménages ont réduit la consommation de viande, 25 à 40% les produits laitiers, 15 à 25% le poisson). Pour ces ménages, le régime alimentaire est devenu moins diversifié.

Evolution du revenu et de la structure des dépenses: Il a été noté des baisses de revenus aussi bien chez les ménages pauvres que parmi ceux qui sont plus aisés surtout à cause de la réduction du nombre de clients (pour les ménages ayant une activité commerciale), d'une perte d'emploi et de la réduction des transferts d'argent reçus de l'étranger. Les ménages s'approvisionnent en produits alimentaires principalement sur les marchés (90% des produits alimentaires consommés), dont une partie substantielle par le biais de crédit en nature. La moitié du budget des ménages est consacrée à l'achat de nourriture. A Ziguinchor, 20% du budget total est consacré au seul achat de riz. Suite à la hausse des prix des produits alimentaires, les ménages ont réduit les dépenses d'achat de viande, de légumes et de produits laitiers. Le second poste de dépense le plus important des ménages concerne les services publics.

Epargne et crédit: Dans la plupart des cas, les ménages obtiennent du crédit en espèce auprès du voisinage, des amis et la famille. Le recours au crédit, dans le but d'acheter des produits alimentaires et non alimentaires mais aussi pour soutenir une activité commerciale, a augmenté comparativement à l'année dernière à la même période. Pour plus de 20% des ménages possédant une épargne, il a été noté une réduction ou un épuisement total de leurs économies.

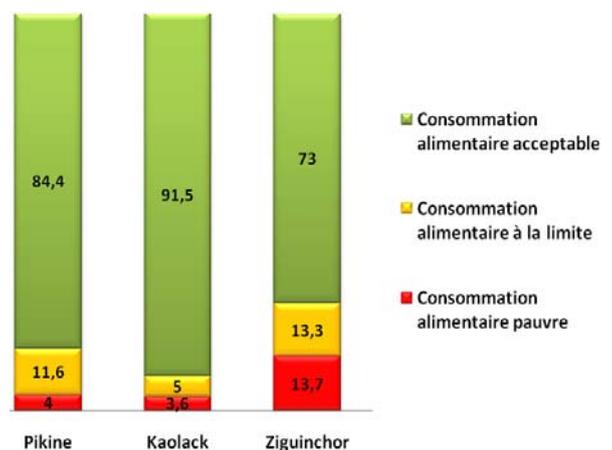
Quelles sont les villes les plus affectées ? Combien de personnes sont affectées par les chocs ?

Ziguinchor a une prévalence d'insécurité alimentaire plus élevée que les deux autres villes. Près de 14% des ménages de cette ville ont une consommation alimentaire « pauvre » et 13% une consommation alimentaire « à la limite de l'acceptable ». Au total, 27% des ménages de cette ville sont en insécurité alimentaire.

A Pikine, au total 15,6% des ménages ont une consommation alimentaire « pauvre » et « à la limite ». Malgré le fait que l'incidence de l'insécurité alimentaire soit plus faible à Pikine qu'à Ziguinchor, le poids démographique de Pikine fait que cette zone concentre un plus grand nombre de ménages vivant dans une situation précaire que la capitale du Sud.

A Kaolack, 8,6% des ménages ont une consommation alimentaire « pauvre » ou « limite ».

L'estimation du nombre de ménages dans une situation d'insécurité alimentaire à Pikine, Kaolack et Ziguinchor est 25 000 ménages (environ 200 000 personnes). La répartition selon les trois villes est la suivante :



	Incidence	Ménages	Population
Pikine	15,6%	17000	138200
Ziguinchor	27%	1900	41900
Kaolack	8,6%	5900	16300

Dans quels quartiers trouve-t-on les populations les plus touchées ?

Les effectifs de ménages interrogés par quartiers sont relativement faibles pour faire une distinction entre ces quartiers à l'aide des indicateurs d'insécurité alimentaire. De plus, étant donné que tous les quartiers n'ont pas été échantillonnés, il n'est pas possible de se prononcer sur la situation dans les quartiers non visités. A un niveau plus agrégé, six communes d'arrondissement (sur 16 au total) de Pikine rassemblent plus de 90% des ménages vulnérables (Djddah -Thiaroye Kao, Tivaouane- Diaksao, Thiaroye Gare, Diamaguene Sicap Mbao, Yeumbeul Nord, Guinaw-Rails Nord). A Kaolack et à Ziguinchor, davantage de ménages vivant dans les quartiers périphériques sont dans une situation d'insécurité alimentaire par rapport à ceux des centres villes.

Cependant, il a été difficile de produire d'autres critères clairs et concrets d'identification des ménages en situation d'insécurité alimentaire dans les trois centres urbains concernés par l'enquête. La taille de l'échantillon par ville (500 ménages) et la diversité du phénomène d'insécurité alimentaire en sont les causes principales. Néanmoins, les critères suivants se démarquent pour les ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » et « limite » :

- a) Niveau de pauvreté matériel du ménage (les ménages les plus pauvres sont globalement ceux qui ont les mauvaises consommations alimentaires)
- b) Chefs de ménage non alphabétisé
- c) Activité précaire dans le secteur informel

Quelles sont les réponses proposées pour atténuer l'impact des chocs sur la situation alimentaire des ménages?

La faiblesse des revenus de certains ménages, les pertes et les baisses de revenus ainsi que la détérioration du pouvoir d'achat d'autres ménages semblent être les principales causes de l'insécurité alimentaire constatée en milieu urbain. L'augmentation du recours au crédit dans ces couches de populations urbaines et aussi un signe de la détérioration continue des moyens de subsistance de certaines catégories de ménages. A ces éléments il faut rajouter la baisse des transferts d'argent en provenance de l'étranger résultant principalement de la crise économique et financière qui affecte le monde.

Toute réponse à l'insécurité alimentaire doit s'appuyer sur l'analyse des disponibilités et du fonctionnement du marché. Les chiffres officiels montrent que la campagne agricole 2008/2009 a été meilleure que la moyenne de ces cinq dernières années. De plus, les stocks de riz qui est la principale céréale consommée au Sénégal sont relativement importants (le CSA signale 6 mois de disponibilité). Les marchés fonctionnent plus ou moins correctement, même si certains comportements monopolistiques sur certains marchés comme celui du riz ont été signalés (Voir étude sur le marché du riz). Cependant, les prix des produits alimentaires demeurent plus élevés que la moyenne des dernières années. Comme chaque année, les prix et particulièrement ceux des céréales sèches vont augmenter à l'approche de l'hivernage et de la période de soudure compte tenu de la réduction des stocks disponibles.

Tous ces indicateurs désignent les transferts monétaires à destination des ménages pauvres ayant une mauvaise consommation alimentaire comme l'intervention la plus indiquée en vue de soutenir les moyens de subsistance et de renforcer temporairement la sécurité alimentaire de ces ménages. Le PAM est entrain de conduire une étude de faisabilité sur cette forme d'intervention est en cours. Cette étude permettra de déterminer les modalités de mise en œuvre et les risques éventuels liés à un tel programme.

Autres options de réponse à moyen et long terme :

D'autres formes d'interventions sont à l'étude par le PAM et ses partenaires :

- L'appui à l'agriculture urbaine en vue de renforcer les moyens de subsistance des ménages ayant une consommation alimentaire « pauvres » et à la « limite »
 - Le maraîchage (y compris le jardinage à la maison)
 - La culture du riz ou
 - la production d'arachide
- L'implantation des cantines scolaires en milieu urbain pourrait atténuer les coûts associés à l'achat de denrées alimentaires pour les enfants
- La mise en place dans les écoles d'activités complémentaires comme le jardinage, l'assainissement, la santé et l'éducation nutritionnelle, le déparasitage des enfants dans les écoles disposant de cantine scolaire
- Encourager la mise en place d'activités génératrices de revenu à destination des femmes qui se trouvent être en première ligne, ainsi que le soutien aux capacités d'épargne et à l'obtention de crédit
- Le soutien aux initiatives de microcrédit dont les bénéficiaires seraient principalement les femmes pour les aider à développer des filets de sécurité et à investir dans des activités de production afin d'assurer la subsistance du ménage.

Les autres options de réponses sont à l'étude par les différents partenaires.

Pour plus d'informations, contacter:

Bienvenu DJOSSA, Représentant du PAM Sénégal: bienvenu.djossa@wfp.org

Yuvé Guluma, Coordonnatrice de la cellule VAM: yuve.guluma@wfp.org

Atsuvi Gamli, VAM Officer : atsuvi.gamli@wfp.org

I- Contexte socioéconomique

1- Présentation générale du Sénégal

Le Sénégal est le pays le plus à l'Ouest du continent africain. D'une superficie de 196 722 km², le Sénégal est limité au nord par la Mauritanie, à l'est par le Mali, au sud par la Guinée et la Guinée Bissau. Le pays dispose d'une façade maritime de plus de 700 km à l'Ouest (Océan Atlantique) et partage une large frontière avec la Gambie qui divise le pays pratiquement en deux.

Le pays est subdivisé en régions, elles-mêmes divisées en départements. Trois nouvelles régions ont été créées en 2008, portant ainsi le nombre de régions de 11 à 14. Il s'agit de Dakar, Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kédougou, Kolda, Louga, Matam, Saint Louis, Sédhiou, Tambacounda, Thiès, Ziguinchor. Le pays compte 45 départements. Le milieu urbain est constitué de 150 communes avec les capitales régionales comme principales localités urbaines.

Sur le plan démographique, le pays compte en 2008 près de 12 millions d'habitants. La capitale, Dakar (550 km²) concentre plus du cinquième de la population totale et près de la moitié de la population urbaine selon les chiffres du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2002. Ainsi, alors que la densité moyenne de population est de 54 habitants au km² au niveau national, elle dépasse 100 habitants au km² dans la région de Dakar. De façon globale, plus de la moitié de la population habite en milieu rural (taux d'urbanisation de 40,7% en 2002).

2- Principaux agrégats macroéconomiques

2.1- Croissance économique et pauvreté

Sur le plan économique, le Sénégal fait partie des pays les moins avancés (PMA) en voie de développement (PVD). Il s'est classé à la 156^e position (sur 177 pays) selon l'indice du développement humain (IDH) du PNUD en 2007/2008.

Le produit intérieur brut par habitant (PIB/habitant) était de \$US 768 en 2006 selon les chiffres de la Banque Mondiale. La croissance du PIB a été en moyenne supérieure à 4% entre 2000 et 2006. Selon les chiffres publiés par la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), le taux de croissance du PIB au Sénégal était de 4,7% en 2007. Il est estimé à 2,5% pour l'année 2008, soit une baisse de moitié en glissement annuel. Les prévisions de croissance pour l'année 2009 sont de 1,5%.

D'importants efforts ont été constatés dans la gestion des principaux agrégats macroéconomiques. Néanmoins, la répercussion de ces avancées sur la vie quotidienne des populations tardent encore à se manifester surtout pour ce qui concerne la réduction de la pauvreté dans le pays. Ainsi, selon les résultats de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages de 2002 (ESAM 2002) 57,1% des Sénégalais sont en situation de pauvreté. En milieu rural, l'incidence de la pauvreté individuelle atteint 65,2%. Le même indicateur au niveau ménage valait 48,5% en 2002. Il est noté d'importantes disparités entre les différentes régions du pays. Les régions les plus affectées par le phénomène de pauvreté des ménages sont dans l'ordre : Ziguinchor, Kolda, Kaolack et Diourbel. Dans les régions citées, plus de 60% des ménages sont en situation de pauvreté.

2.2- Commerce extérieur

Pour l'année 2007, les importations totales de biens se sont élevées en valeur CAF (valeur à leur arrivée au port de Dakar) à 2 124 milliards de FCFA alors que les exportations ne faisaient qu'un peu plus de 700 milliards. De fait, la balance commerciale du Sénégal est

structurellement déficitaire (-1424 milliards en 2007). Le taux de couverture des importations par les exportations est de 33% en 2007.

Hormis les matières premières minérales dont les exportations sont supérieures aux importations (taux de couverture de 127,5%), pour tous les autres groupes de produits, le Sénégal dépend de l'extérieur pour son approvisionnement.

Pour le groupe « produits alimentaires/boissons/tabacs », les exportations au cours de l'année 2007 sont de 222 milliards alors que les importations atteignent 514 milliards soit un taux de couverture de 43%.

Une étude récente¹ du PAM a montré que l'ensemble de la production céréalière (mil, sorgho, riz, maïs...) n'a couvert que 39% des besoins en céréales de l'année 2007. En 2008, du fait de la mauvaise campagne agricole, le taux de couverture est tombé à 28,6%. Le reste des besoins est couvert par les importations. Il a été noté dans cette étude, une corrélation négative entre la production céréalière nationale et les importations de céréales.

2.3- L'indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation mesuré à Dakar par l'ANSD a progressé de 4,2% entre novembre 2007 et novembre 2008. Cette augmentation est liée en grande partie à celle du poste « Produits alimentaires/boissons non alcoolisés² » dont les valeurs ont cru de 5,5% en glissement annuel. Les céréales non-transformées qui font partie de ce poste, ont connu une augmentation de 39% entre les mois de novembre 2007 et 2008. Trois autres postes connaissent des progressions relativement importantes comparativement à novembre 2007. Il s'agit des « transports » (+10,7%), « restaurants et hôtels » (+6,5%) et « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+4,6%).

2.4- Secteurs sociaux de base

Le taux brut de scolarisation au Sénégal connaît une évolution continue depuis 2000. Il est passé de 67,2% en 2000 à 90,1% en 2008 avec un taux d'accroissement moyen annuel (TAMA) de 3,7%. Les indicateurs de scolarisation sont plus élevés à Dakar et à Ziguinchor que dans les autres régions. Les taux bruts de scolarisation les plus faibles sont enregistrés dans les régions de Diourbel et Louga et Matam.

Selon le RGPH 2002, le taux d'alphabétisation des personnes de plus de 6 ans est de 59,1%. La principale langue d'alphabétisation est le français (36,9% de la population de plus de 6 ans), suivi de l'arabe (20,6% de la population de plus de 6 ans). En 2002, 44,5% de la population n'ont jamais fréquenté l'école.

Sur le plan sanitaire, selon les statistiques du Ministère de la Santé et de la Prévention et de l'Hygiène Publique, le paludisme a représenté en 2007 31,8% des causes de consultations. Les résultats de l'EDS IV avaient estimé ce chiffre à 35% en 2005. Le paludisme demeure donc la première cause de morbidité et de mortalité au Sénégal, même s'il a été constaté des améliorations dans plusieurs régions. Cette maladie est suivie des infections respiratoires aiguës/grippe qui ont constitué des motifs de consultation dans près de 9% des cas. Les maladies de types diarrhéiques représentaient 6% des cas de consultation. Notons que 2,4% des consultations portaient sur l'anémie et 0,8% sur la malnutrition.

¹ « Rapport d'analyse de marché ; Sénégal : Commerce du riz » ; Août 2008 PAM Bureau Régional, Afrique de l'Ouest et Centrale

² Ce poste contribue à 59,4% à la formation de l'indice global

2.5- Habitudes de consommation alimentaire et indicateurs nutritionnels

Concernant l'alimentation des populations, le riz constitue l'aliment de base au Sénégal. Il est consommé quasiment tous les jours, de préférence à midi. La grande majorité de ce riz est importée d'Asie. Des efforts de production locale ont été réalisés au Nord du Pays et en Casamance.

Le mil qui est la principale culture céréalière a du mal à regagner de la place dans les habitudes de consommations, surtout en milieu urbain, peut être à cause des contraintes de préparation et de la faible diversité de mets qu'il permet de préparer. Le manioc dont la production a beaucoup progressé depuis 2005 (+155%) entre les campagnes agricoles 2006/2007 et 2007/2008 reste un « condiment » dans la préparation du plat national : le « tiébou diene ».

Selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS IV) de 2005, 16% des enfants au Sénégal souffraient de retard de croissance. Cet indicateur est plus important (21% chez les enfants ayant entre 12 et 23 mois), mais aussi selon le milieu de résidence et selon les régions. En milieu rural, le retard de croissance concerne 20,6% des enfants contre 8,5% en milieu urbain. La région de Kolda est celle qui est la plus touchée par le retard de croissance. Selon les résultats de l'EDS, 35,8% des enfants de la région avaient un retard de croissance. Les autres régions enregistrant des chiffres élevés pour cet indicateur sont Tambacounda (25,5%), Saint-Louis (22,9%) et Matam (22,5%).

L'insuffisance pondérale touchait 20% des enfants sur le plan national en 2005 (17,3% pour la forme modérée et 3% pour la forme sévère). Les zones où les enfants sont le plus concernés sont les mêmes que celles dans lesquelles prévaut le retard de croissance. 32,2% des enfants de moins de 5 ans dans la région de Kolda ont un poids qui est faible pour leur âge. A Matam (28,4%), Saint-Louis (27,3%), et Tambacounda (24,5%) cet indicateur dépasse la moyenne nationale.

II- Hausse des prix et justification de l'étude

1- Hausse des prix au Sénégal

La production alimentaire au Sénégal ne couvre qu'environ la moitié des besoins en produits alimentaires nécessaires à la consommation des populations. Le pays dépend des importations pour couvrir le déficit. Aussi bien en milieu urbain que rural, les ménages qui dépendent en grande partie des marchés pour leur approvisionnement en produits alimentaires ont été confrontés à une hausse continue des prix des produits de première nécessité. Le riz brisé importé qui est la denrée la plus consommée en milieu urbain a vu son prix multiplié par deux entre novembre 2007 et novembre 2008. La hausse de son prix sur les marchés sénégalais au cours de l'année 2008 résulte en partie des augmentations observées sur les marchés internationaux. Pour ce qui concerne le cas spécifique du riz brisé importé, en plus de la hausse des prix internationaux, il faut rajouter les effets de la subvention gouvernementale et la réaction des commerçants face à cette subvention. En effet, les subventions ont été accompagnées par des mesures de contrôle des prix du riz sur les marchés. En réaction, les grossistes ont arrêté la mise sur le marché de riz créant ainsi des pénuries³.

De plus, dans la sous-région ouest africaine, des mesures protectionnistes ont freiné (ou ont mis fin) au commerce transfrontalier. La levée de la subvention en juillet 2008 a provoqué une hausse substantielle des prix du riz brisé importé de 73,6% sur les marchés (Le prix moyen du riz parfumé à Dakar est passé de 288 FCFA à 500 FCFA⁴). La tension haussière des prix persiste aussi bien à cause de l'importance de la demande (surtout pendant la période du jeûne du Ramadan), mais aussi à cause de la baisse du taux de change du franc CFA comparativement à celui du dollar américain.

Les mauvaises récoltes de la campagne 2007/2008 ont également entraîné une hausse des prix des produits agricoles locaux. En effet, comparativement à la campagne agricole 2006/2007, il a été noté une baisse de 25% de la production céréalière et de 28% de la production arachidière (qui est une importante source de revenu et de nourriture pour les ménages). A titre d'exemple, le prix du mil a augmenté de 30% à Dakar et de 39% à Kaolack entre juin 2007 et juin 2008. Plusieurs autres produits alimentaires tels que l'huile ou la viande ont enregistré des augmentations de prix similaires.

3- La vulnérabilité en milieu urbain

L'exode rural chronique a toujours été analysé au Sénégal comme une conséquence de la forte incidence de la pauvreté en milieu rural. Ce phénomène d'exode rural entraîne une forte croissance urbaine (le taux d'accroissement moyen annuel de la population urbaine de 3,9% entre 1976 et 1988 et de 3,5% entre 1988 et 2002⁵). Les occupations spontanées de parcelles se sont multipliées dans les zones périurbaines et ceci de façon incontrôlée. Actuellement, près de la moitié de la population urbaine du Sénégal vit dans des zones résultant de ce type d'occupation et le quart des zones urbaines ont été illégalement occupées. Pour le cas particulier de Dakar, près de 30% des populations vivent dans des zones dépourvues d'infrastructures de base⁶. Dakar abrite près de la moitié de la population urbaine totale du pays. Même si au Sénégal, la pauvreté reste un phénomène rural (entre 70 et 80% des ménages pauvres vivent en milieu rural), la pauvreté en milieu urbain n'est pas négligeable. L'incidence de la pauvreté en milieu urbain varie de 40 à 60% selon les résultats de l'ESAM 2002.

Les populations urbaines dépendent beaucoup des marchés pour leurs approvisionnements en produits alimentaires et non-alimentaires. Les ménages urbains utilisent des stratégies

³ Pour plus de détails voir « Rapport d'analyse de marché ; Sénégal : Commerce du riz » ; Août 2008 PAM Bureau Régional, Afrique de l'Ouest et Centrale

⁴ SIM CSA- Marché Tilène. 1US\$ = 507 FCFA (Novembre 2008)

⁵ Voir RGPH 3 - Rapport national de présentation des résultats définitifs /ANSD /Décembre 2006

⁶ DPS/World Bank. *La Pauvreté au Sénégal : de la dévaluation de 1994 à 2001-2002. Version Préliminaire.* Janvier 2004

diverses (mais souvent précaires) pour gagner leur vie. La majorité de ces ménages occupe des emplois précaires dans le secteur informel. Ils sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des revenus et des prix. L'augmentation du chômage, le sous-emploi et l'inflation, ainsi que le coût élevé de la vie (y compris le loyer et les services tels que l'électricité) dans les centres urbains au Sénégal, ont été aggravés par la hausse exceptionnelle des prix des produits alimentaires et du carburant sur les marchés.

Les ménages urbains sont confrontés à une baisse drastique de l'accès (y compris d'un point de vue économique) aux services publics comme l'eau et l'électricité, l'éducation et la santé, l'assainissement, le transport public et la collecte des ordures ménagères, qui n'ont pas suivi le rythme d'occupation des zones périurbaines. La réduction des prestations dans les services publics et des infrastructures couplée avec l'augmentation des prix des produits alimentaires et non alimentaires ont eu un impact direct sur la santé publique, la consommation alimentaire, et le pouvoir d'achat des citoyens, en particulier les plus pauvres. En 2008, le Sénégal a connu des manifestations en milieu urbain en rapport avec l'inaccessibilité croissante des produits alimentaires de base certaines pour certaines couches de la population.

4- Suivi de la crise alimentaire

La production agricole déjà limitée à cause du faible niveau d'investissement dans ce secteur, a chuté au cours des deux dernières années à cause de mauvaises conditions climatiques (pluviométrie insuffisante). Le Système National d'Alerte Précoce (SAP) a initié une enquête⁷ en mars 2008 pour évaluer le déficit céréalier et fourrager en milieu rural sénégalais. Cette structure a été mise en place pour suivre la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population sénégalaise et pour identifier les zones de déficit alimentaire au Sénégal. Par ailleurs, le PAM a réalisé une enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence⁸ en milieu rural en juillet/août 2008. Cette enquête a trouvé des proportions relativement élevées de ménages ayant une mauvaise consommation alimentaire, une baisse de production, couplées avec une hausse généralisée des prix des produits alimentaires, en particulier les prix des céréales. Près de 42% des ménages résidents en milieu rural avaient une consommation alimentaire « pauvre » ou « à la limite ». Cette enquête représentative au niveau des zones agro-écologiques a identifié des zones « Haute Casamance est Sénégal Oriental », « Basse et Moyenne Casamance » et le « Bassin Arachidier » comme est celles où l'incidence de l'insécurité alimentaire est la plus importante. Au moins le quart des ménages dans ces zones ont une consommation alimentaire pauvre en termes de fréquence et de diversité.

Cependant, ces deux enquêtes se sont focalisées sur le milieu rural. La situation en milieu urbain reste peu connue. Il est donc crucial de disposer des informations sur ces zones, en particulier celles qui permettent une meilleure identification des risques spécifiques au milieu urbain, en particulier l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires.

⁷ « Évaluation sur la sécurité alimentaire », Comité SAP, Mars 2008

⁸ « Enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence », PAM-Sénégal bureau pays ; juillet-août 2008.

III. Objectifs et Méthodologie

1- Objectifs

Afin d'avoir une meilleure compréhension de l'impact de la hausse des prix sur les ménages en zones urbaines, le bureau pays du PAM Sénégal, en collaboration avec la FAO, l'UNICEF et l'Agence Nationale de la Statistique et de la démographie (ANSD), a procédé à une évaluation de la sécurité alimentaire en milieu urbain dans trois centres urbains et semi urbain du Sénégal: Pikine (région de Dakar), Kaolack, et Ziguinchor (Casamance). Le choix de ces villes a été basé sur deux critères essentiels : l'incidence de la pauvreté et l'effectif des ménages en situation de pauvreté.

L'enquête urbaine visait les objectifs suivants:

But:

- Contribuer à l'identification de stratégies pertinentes pour atténuer l'impact de la hausse des prix sur les populations urbaines les plus vulnérables.

Objectif principal:

- L'enquête vise à **produire des informations fiables et de qualité** permettant de prendre des décisions à court et à long terme (par exemple la conception et la mise en œuvre d'un programme de transfert monétaires et / ou des programmes de renforcement des moyens de subsistance).

Objectifs spécifiques:

- Déterminer les **changements de situation** relatifs à la **sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance** des populations urbaines en relation avec la hausse des prix;
- Déterminer dans quelle mesure les **ménages subviennent à leurs besoins alimentaires et non alimentaires minimums** dans un contexte de hausse des prix;
- Identifier les **poches de vulnérabilité** et les groupes de **populations** particulièrement affectés par l'**insécurité alimentaire**;

2- Méthodologie

2.1-Approche méthodologique

Compte tenu de la complexité des études en milieu urbain, une approche multi-volets a été adoptée. La combinaison d'approches quantitatives et qualitatives a été utilisée pour l'analyse contextuelle et pour la validation (par triangulation des informations). Un questionnaire a été élaboré pour collecter des données quantitatives auprès de 1 512 ménages. Le questionnaire du volet quantitatif a été enrichi d'informations qualitatives recueillies grâce à 88 discussions de groupe qui ont permis d'avoir une bonne compréhension d'ensemble du contexte urbain des trois villes, mais aussi des situations spécifiques de certaines thématiques comme l'impact de la crise sur le commerce de rue, les boutiques de quartiers, l'agriculture urbaine ou encore les enfants. Les équipes ont été formées par le PAM, l'ANSD et la FAO aux méthodes qualitatives et à la méthode VAM. A la suite de cette formation, les outils de collecte ont été testés lors d'une enquête pilote qui a été effectuée à Grand Dakar. La collecte s'est effectuée entre le 5 et le 24 novembre 2008.

2.2-Echantillonnage

Un **échantillon représentatif** de 504 ménages par ville a été sélectionné. La méthodologie d'échantillonnage retenue est le sondage à deux degrés avec comme unité primaire les districts de recensement (DR) et comme unité secondaire le ménage. Dans chaque centre urbain, les DR ont été sélectionnés proportionnellement à leur taille en nombre de ménages. Au second degré, les ménages ont été sélectionnés de manière aléatoire dans la liste des ménages d'un DR à la suite de dénombrement du DR réalisé par les agents de collecte. Le

tableau ci-après indique la répartition de l'échantillon et l'organisation des équipes de collecte.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon et éléments de l'organisation de la collecte des données

	Dakar	Kaolack	Ziguinchor	Ensemble
Nombre de DR	42	42	42	126
Nombre de ménages-échantillons par DR	12	12	12	12
Nombre total de ménages-échantillons	504	504	504	1512
Nombre d'équipes	5	5	5	15
Nombre de DR-échantillons par équipe	9	9	9	9
Nombre d'enquêteurs par équipe	3	3	3	3
Nombre de contrôleurs par équipe	1	1	1	15
Nombre de superviseurs	1	1	1	15
Durée de la collecte en jours	20	20	20	20

Pour le volet qualitatif de l'enquête, les discussions ont été organisées sous forme de focus groups avec différentes cibles. Une série de thèmes spécifiques a été abordés avec chaque cible⁹. Ces réunions ont regroupé entre 6 et 10 personnes et ont été réparties de façon à couvrir géographiquement l'ensemble des centres urbains concernés par l'enquête. Le tableau ci-après donne la typologie des différents groupes de discussion.

Tableau 2 : Cibles des focus groups

1	Associations/Groupements de femmes
2	Structures sociales et Organisations Communautaires de Base (OCB)
3	Organisations religieuses-Caritas, Dahira, /Clergé musulman et chrétien
4	ONG/Association d'aide et d'entraide
5	Comités d'habitants/amicales de quartiers /ASC
6	Vendeuses de nourriture de la rue et de marché
7	Associations/corporations d'agriculteurs urbains (maraichers, horticulteurs...)
8	Employeurs du secteur informel (non commercial-non agricole)
9	GIE/Associations corporatives/syndicats)
10	Commerçants détaillants de marché et de boutiques de quartiers
11	Artisans (Menuisiers, tailleurs...), chauffeurs de taxi..
12	Chefs de ménages (même standing-Pauvres)
13	Femmes au foyer (même standing-pauvres)
14	Garçons 13-15 ans scolarisés ou non (Même standing- pauvre)
15	Garçons 16-18 ans scolarisés (Même standing- Moyens)
16	Femmes au foyer (même standing-moyen)
17	Talibés, enfants de la rue 13-15 ans
18	Jeunes-Femmes-20-30 ans, (même standing-moyen)
19	Filles 13-15 ans scolarisés (Même standing- moyen)
20	Filles 16-18 ans scolarisées (Même standing- pauvres)

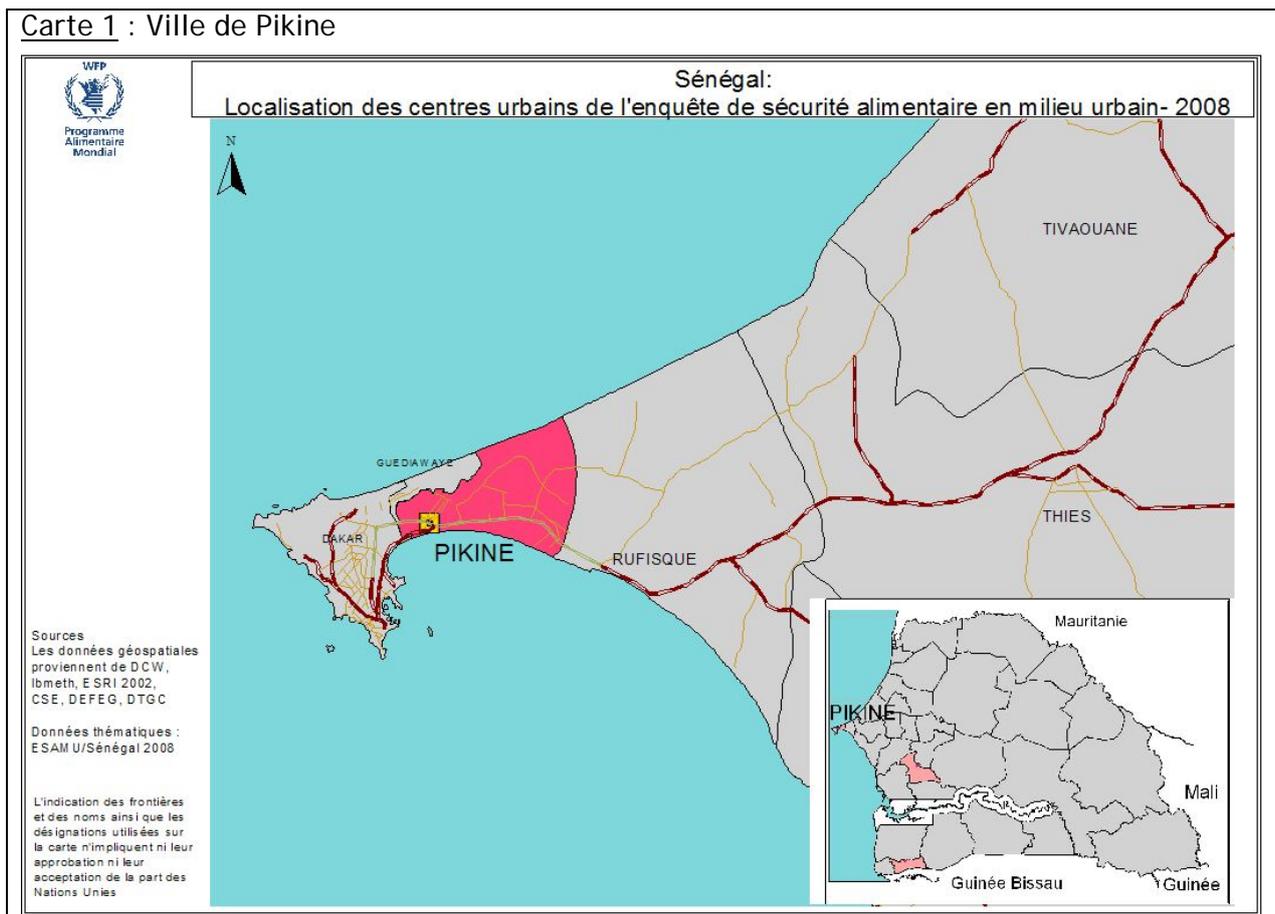
⁹ Voir les thèmes abordés et leurs répartitions dans le rapport annexe

2.4-Les centres urbains et leurs spécificités

Pikine

La ville de Pikine est située dans la région de Dakar et se confond avec le département du même nom. Elle est subdivisée en trois arrondissements (Dagoudane, Niayes et Thiaroye) et 16 communes d'arrondissement. Sur le plan démographique, la population de la région de Dakar est estimée à 2,5 millions d'habitants en 2007. Pikine représente 35,5% de cette population, derrière le département de Dakar qui abritait un peu moins de 40% de la population de la région selon les projections de l'ANSD en 2008¹⁰. Les deux autres départements que sont Guédiawaye et Rufisque représentent respectivement 12% et 12,6%. La densité de population dans le département de Pikine est de près de 10 000 hbts/km² contre 4 415 hbts/km² pour l'ensemble de la région¹¹.

Carte 1 : Ville de Pikine



La croissance démographique de la région de Dakar résulte de la combinaison de l'accroissement naturel de la population (différence entre les naissances et les décès) et d'une forte migration. L'attrait de la région de Dakar pour les migrants nationaux se justifie par la concentration dans cette région des infrastructures administratives, politiques, industrielles, commerciales et universitaires. Ce centralisme administratif et économique caractéristique de la région de Dakar en fait la destination de prédilection de toutes les populations de l'intérieur du pays à la recherche d'opportunités. Le renchérissement du coût de la vie dans le département de Dakar (en particulier le logement et le transport) oblige les nouveaux arrivants à trouver des logements dans la banlieue (Pikine, Guédiawaye, Rufisque), lorsqu'ils ne sont hébergés chez des parents vivants dans ces mêmes banlieues. Par ailleurs il a été signalé que de plus en plus de ménages qui habitaient avant dans le département de Dakar commencent à se déplacer vers la banlieue (en particulier Pikine) toujours à cause du renchérissement du coût du logement. Les résultats préliminaires de l'enquête de

¹⁰ Situation Economique et Sociale de la région de Dakar de l'année 2007/SRSD de Dakar

¹¹ Le département de Guédiawaye est le plus densément peuplé avec une densité de 22 569 hbts au km², suivi de Dakar qui a une densité de 12 337 hbts au km².

conjoncture sociale qui a été menée dans la région par l'ANSD en octobre et novembre 2007 indiquent que pour les six derniers mois de l'année 2007, il a été enregistré 65 958 nouveaux arrivés majoritairement de sexe féminins (64%). Les migrants des six derniers mois de l'année 2007 provenaient principalement des milieux urbains des régions de Thiès, Ziguinchor et Diourbel.

Hormis quelques cités résidentielles, la majorité des constructions s'est faite de façon spontanée et souvent anarchique dans des quartiers non-lotis et non viabilisés. La Fondation Droit à la Ville (FDV¹²) sépare Pikine en deux parties : Pikine régulier en opposition à Pikine irrégulier. La première zone englobe des parties des communes d'arrondissement de Pikine Ouest Est et Nord.

Pikine est souvent qualifiée de « ville dortoir » à cause du fait que la majorité des personnes qui travaillent à Dakar proviennent de la banlieue. Compte tenu de l'habitat spontané dans des zones non lotis de la banlieue, les infrastructures de base n'ont pas pu suivre l'expansion urbaine. La majorité des quartiers de Pikine sont dépourvus d'un réseau d'égouts centralisé ce qui a comme conséquence d'exposer la ville à l'insalubrité et à de fréquentes inondations.

Sur le plan économique, l'enquête sur le suivi de la pauvreté au Sénégal réalisée en 2005 par l'ANSD indique que la région de Dakar dans son ensemble enregistre les incidences de pauvreté les plus faibles au niveau national (25% pour la pauvreté des ménages et 32% pour la pauvreté des individus). Cependant, le poids démographique de la région fait qu'en termes d'effectif, c'est la région qui comporte le plus grand nombre de pauvres. Dans la région de Dakar, le département de Pikine est celui qui est le plus affecté par le phénomène de pauvreté. En 2005, la pauvreté touchait 38% des ménages de Pikine et 46% des individus avec une tendance à la baisse comparativement à l'ESAM 2002. A l'échelle de la région, l'incidence de la pauvreté est plus importante dans les ménages dont le chef est célibataire (46,6%) suivi des ménages polygames (39,5%). La pauvreté augmente avec d'autres variables liées au chef de ménage comme l'âge, l'analphabétisme, mais aussi la taille du ménage.

Les ménages de Pikine vivent essentiellement d'activités dans le secteur informel. Le commerce dans les marchés de Dakar au même titre que le commerce ambulancier, sont les activités les plus fréquentes auxquelles s'adonnent les membres des ménages. L'artisanat représente également un secteur important dans l'économie de la région de Dakar¹³. Selon les résultats du Recensement National des Unités Artisanales du Sénégal (RNUAS) de 2004, la région de Dakar comptait plus de 110 000 artisans évoluant dans la production (54,7%), dans les services (29,6%) et dans l'art (15,7%). Les artisans sont majoritairement de sexe masculin (plus de 80%) et ont généralement peu de qualification (47,6% des artisans ont un niveau primaire et 29% sans niveau d'instruction). De plus 92% des artisans sont formés sur le tas.

Kaolack

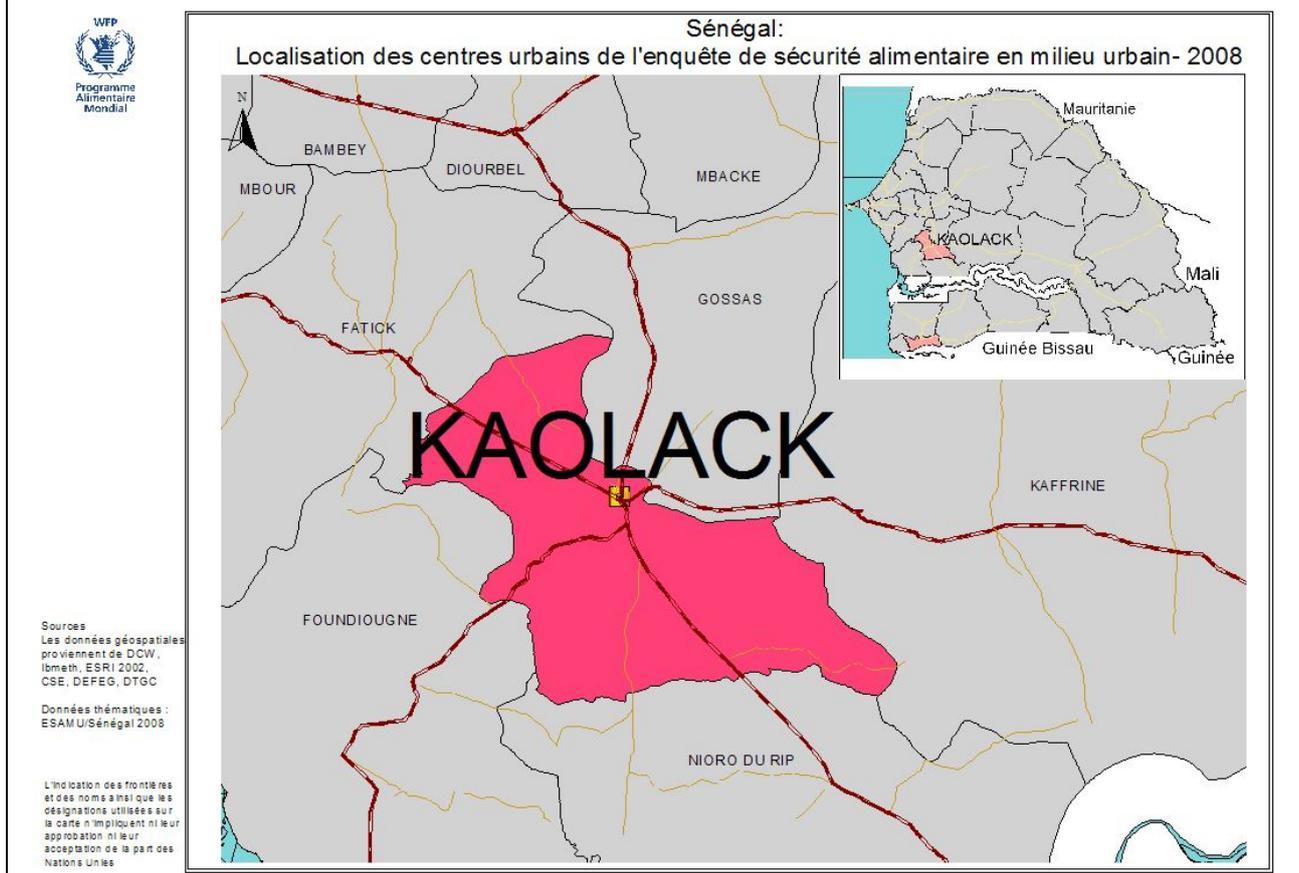
Selon les estimations de populations basées sur les résultats du RGPH III, en 2007, la ville de Kaolack comptait un peu plus de 190 000 habitants. En termes de structure, l'extrême jeunesse constitue la principale caractéristique de cette population. Les moins de 20 ans représentent près de 59% de la population totale. Par ailleurs, la région de Kaolack est caractérisée par un solde migratoire négatif (plus de départs que d'arrivées).

Les zones d'attractions des migrants sont essentiellement Dakar, Thiès et la région de Diourbel (Y compris Touba). Le fait que ce soient essentiellement les hommes qui partent le plus peu expliquer la structure par sexe de la population dominée par les femmes (plus de 52%).

¹² La Fondation Droit à la Ville (FDV), est un opérateur spécialisé dans la restructuration urbaine et la régularisation foncière. Elle est créée par l'Etat du Sénégal et ses partenaires publics et privés (collectivités locales, sociétés nationales, entreprises privées et organisations de la société civile). Elle a démarré ses activités durant l'année 2001.

¹³ Données non disponibles spécifiquement pour la ville de Pikine.

Carte 2 : Commune de Kaolack



Sur le plan de l'aménagement urbain, les efforts d'assainissement récents ne sont pas encore arrivés à effacer l'image de « ville sale » qui colle à Kaolack. En effet, l'insalubrité, surtout dans les quartiers Est de la ville a souvent été accusé comme étant à l'origine des épisodes de choléra qui se manifestent à Kaolack. Par ailleurs, certains quartiers comme « Abattoirs » font régulièrement l'expérience d'inondation pendant l'hivernage. Globalement la ville est dépourvue d'un réseau centralisé de collecte des eaux usées et de ramassage d'ordures ménagères¹⁴. Certains quartiers périphériques ne bénéficient pas encore des réseaux d'adduction d'eau potable.

La commune de Kaolack, située à 192 km de Dakar, est un nœud de communication au centre du Sénégal. Les routes vers la Gambie, la Casamance, la route en direction de Tambacounda (passant par Kaffrine), celle venant de Thiès (passant par Fatick ou par Diourbel) et la route allant vers Touba en passant par Gossas et Diourbel se croisent à Kaolack. Cette ville reste aussi un carrefour d'échanges et centre commercial historique surtout pour ce qui concerne la commercialisation de l'arachide. La production et la commercialisation de ce produit de rente constituent le sous-bassement de l'économie locale. Les difficultés de la filière arachidière sont donc plus ressenties à Kaolack que partout ailleurs. L'extraction de sel et la culture de sésame représentent d'autres activités économiques dans les environs de Kaolack qui interviennent dans les échanges dont la commune est le centre.

L'incidence de la pauvreté des ménages dans l'ensemble de la région de Kaolack¹⁵ est de 48%. Dans le même temps, les résultats de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal réalisée en 2005 par l'ANSD, 54,7% des individus sont dans une situation de pauvreté.

Les activités dominantes dans la ville de Kaolack sont le commerce et d'artisanat (production, art et service). Les « indépendants » représentent près de 48% de la population

¹⁴ Les principales infractions constatées par la brigade des services d'hygiène de Kaolack en 2006 sont : Jet d'eaux usées sur la voie publique, dépôt d'ordures sur la voie publique et écoulement d'eaux usées (voir Situation Economique et Sociale de Kaolack de l'année 2006, SRSD Kaolack)

¹⁵ Il n'existe pas de chiffres spécifiques

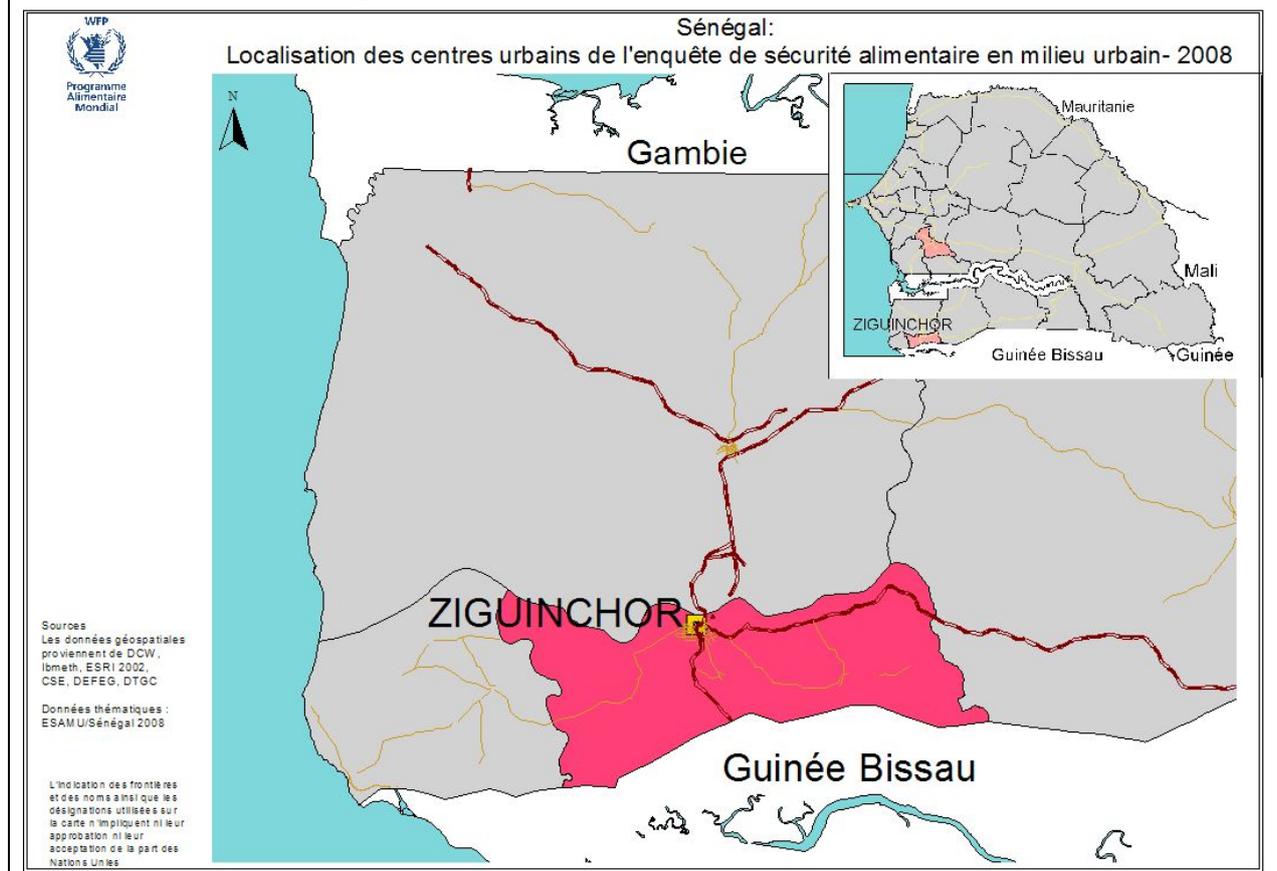
active. L'emploi salarié (fonction publique, privé et ONG) concerne moins de 7% de la population active. Le manque d'emploi dans le secteur formel pousse de plus en plus de jeunes à s'orienter vers de petits métiers dont les taxi-motos constituent l'illustration la plus visible.

Ziguinchor

La ville de Ziguinchor se situe au sud-ouest du Sénégal au bord du fleuve Casamance à environ 70 km de l'océan Atlantique. La population de la ville est estimée à 160 000 habitants en 2007.

Ziguinchor est après Dakar, la région la plus urbanisée du Sénégal : 46% de la population de la région vivait en milieu urbain selon les résultats du recensement de 2002.

Carte 3 : Commune de Ziguinchor



Dans le département de Ziguinchor, 84% de la population résidaient en milieu urbain selon les projections de 2007. Cette situation peut s'expliquer par l'insécurité qui règne dans la région depuis le déclenchement de la rébellion en 1981.

La population des centres urbains en général, celle de Ziguinchor en particulier, est constituée d'une forte proportion de « déplacés » qui ont fui l'insécurité dans les campagnes. Cette situation de précarité, couplée avec d'autres facteurs justifie en grande partie le niveau de pauvreté dans la région qui est l'un des plus élevés du Sénégal.

Selon les résultats de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté (ESPS) réalisée en 2005/2006 par l'ANSD, 63% des ménages se trouvent en situation de pauvreté. La même enquête indique que 73% des individus de la région de Ziguinchor sont pauvres. La ville de Ziguinchor se caractérise aussi par un « enclavement¹⁶ » qui rend difficile les approvisionnements en provenance de la capitale, mais aussi les écoulements de la production locale.

¹⁶ La voie d'accès terrestre la plus directe à la ville traverse la Gambie où un bac permet de faire la traversée du fleuve Gambie. Cette voie d'accès est parfois inutilisable à cause des problèmes avec le bac ou de différends

On retrouve majoritairement au sein de la population active les « indépendants » qui représentaient en 2005 plus des deux tiers du total. Ces indépendants regroupent tous les artisans et commerçants qui sont à leur propre compte.

Les autres personnes actives de la région exercent soit une activité salariée (13,2%), soit sont des apprentis (8,8%) ou encore des aides familiaux (7,4%).

L'agriculture constitue aussi une activité importante dans la région et dans les quartiers périphériques de la ville de Ziguinchor. Cependant, elle reste tributaire de l'insécurité qui règne en milieu rural mais aussi des aléas climatiques. Malgré la proximité du fleuve Casamance, l'agriculture est essentiellement pluviale. La salinisation des sols constitue une autre préoccupation pour les populations vivant de l'agriculture.

La région de Ziguinchor se caractérise également par sur le plan de l'éducation par les taux de scolarisation les plus élevés du pays notamment du fait de l'implantation ancienne des écoles, en particulier les écoles privées catholiques.

2.4- Couverture de l'échantillon

Sur les 1 512 ménages de l'échantillon de départ, 1 508 ont été enquêtés avec succès. Les ménages qui n'ont pas pu être enquêtés se trouvent dans une zone inondable de Pikine. Il n'a pas été jugé nécessaire de les remplacer. Pour les autres centres urbains, les cas de remplacements de ménages ont été rares grâce à une sensibilisation efficace et à l'implication des services régionaux de la statistique.

2.5-Limites et contraintes

Trois limites sont à signaler :

1. Le score de consommation alimentaire ne prend pas en compte les quantités énergétiques ingérées par les populations ce qui peut avoir comme conséquence de sous-estimer la situation d'insécurité alimentaire des ménages;
2. Seules trois villes ont été visitées. Les résultats de l'enquête ne sont pas généralisable à d'autres villes;
3. A l'intérieur d'une ville, l'échantillonnage est uniquement représentatif de la ville considérée mais pas des quartiers ou des communes d'arrondissement.

3- Outils de collecte

Le questionnaire quantitatif qui a été administré aux ménages couvrait les thèmes suivants :

- Démographie (Caractéristiques du chef de ménage, typologie des ménages, migration)
- Accès à l'éducation et à la santé
- Eau, Assainissement, Energie
- Production agricole et Elevage
- Consommation Alimentaire et sources de nourriture
- Dépenses, dettes
- Activités, sources de revenu, entraide
- Biens et équipements ménagers
- Stratégies d'adaptation, chocs et assistance

Pour le volet qualitatif, un guide d'entretien semi-structuré a été développé couvrant les aspects suivants :

- Caractéristiques socioculturelles et démographiques de la population ;
- Existence de services de base, état et accès :

diplomatiques entre le Sénégal et la Gambie. Il faut dans ce cas contourner la Gambie en passant par Tambacounda et Kolda. La liaison maritime est parfois suspendue pour diverses raisons.

- Les moyens de subsistance des populations- saisonnalité, combinaison typique d'activités;
- Les chocs les plus importants au cours des 12 derniers mois ;
- Impacts des chocs sur ces différentes catégories de population
- Profils des catégories de la population les plus affectées
- Les stratégies d'adaptations (y compris les stratégies inhabituelles) ;
- Pratique de l'entraide
- Recours au crédit et changement, évolution de la dette
- Et d'autres thématiques telles que l'impact de la hausse des prix sur les enfants, l'agriculture urbaine, la nourriture de rue,.....

4-Saisie et analyse des données

La saisie informatique des données a été effectuée sous le logiciel CPro 3.3 par les équipes de l'ANSD. Avant la saisie, les questionnaires ont été numérotés et les questions ouvertes codifiées. La qualité des données saisies a été vérifiée de façon systématique par les équipes de l'ANSD. Après la saisie informatique, les données ont été transférées sous SPSS pour un apurement complémentaire et pour la sortie des résultats.

Cette phase a permis de calculer les indicateurs de sécurité alimentaire couramment utilisés par la PAM dans l'analyse de la situation alimentaire et de niveau de vie des populations. Ces indicateurs dont le mode de calcul est précisé en annexe du document, sont les suivants :

- Score de consommation alimentaire (Food consumption score) mesure la fréquence et la diversité dans la consommation alimentaire des ménages
- Indice de sources de nourriture indique les principaux moyens d'approvisionnement en denrées alimentaires.
- Indice de stratégie de survie (Coping Strategy Index) évalue la fréquence d'utilisation des cinq stratégies de survie les plus communément utilisées.
- Indice de richesse (Wealth index) est basée sur les biens d'équipement possédés par le ménage, la structure de leurs habitations etc.
- Groupes de moyens de subsistance (Livelihood groups) catégorise les ménages selon les types d'activités à partir desquelles ils tirent leur revenu.

De plus, des croisements ont été effectués entre les variables d'intérêt d'une part et d'autre part les indicateurs de sécurité alimentaire (score de consommation alimentaire) et l'indice de richesse.

Pour la partie qualitative, une analyse thématique a été réalisée. Les résultats exposés de le présent rapport sont ceux qui ont été corroborés par les données quantitatives.

IV- Impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en milieu urbain (Pikine, Kaolack et Ziguinchor)

1- Analyse des principaux chocs : hausses des prix, inondations et coupures d'électricité

Les populations sénégalaises ont été confrontées au cours des années 2007 et 2008 à une série d'événements ou chocs qui ont négativement impacté sur leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Pendant que les ménages ruraux subissaient une production agricole toujours en deçà de leurs besoins, les populations urbaines ont eu à faire face, en plus, à une flambée des prix des produits alimentaires, non alimentaires et des services publics. L'augmentation du prix des denrées alimentaires est le principal choc que les ménages ont cité dans les trois villes. Plus de neuf ménages sur 10 ont mentionné la hausse des prix des produits alimentaires comme choc subi.

La hausse des prix a entraîné plusieurs autres conséquences négatives sur les ménages, par exemple la baisse du pouvoir d'achat. D'autres secteurs comme les transports ont été affectés par l'augmentation des prix des carburants sur le marché international (une augmentation de 11% entre novembre 2007 et novembre 2008)¹⁷.

En plus de la hausse des prix des produits alimentaires et du carburant, les centres urbains ont été confrontés à d'autres chocs résultants du déficit d'infrastructures. Les inondations constituent un phénomène récurrent au Sénégal surtout dans les bas-fonds des zones urbaines. Les occupations spontanées dans des zones inondables dépourvues d'infrastructures constituent les principales causes des inondations. Il est probable que ces inondations ne soient pas sans conséquence sur l'accroissement substantiel des maladies liées à l'eau telles que le paludisme et les diarrhées. Parmi les ménages qui ont connu des cas de maladies, 70 à 90% ont enregistré des cas de malaria chez les enfants et 20% des diarrhées. Les proportions de cas de ces maladies chez les adultes sont similaires à celles observées chez les enfants. Cette année particulièrement, l'importance des pluies a provoqué des inondations qui ont poussé des centaines de ménages à quitter leur lieu d'habitation et entraîné le Gouvernement à déclencher le plan ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile).

2- Les marchés urbains

2-1- Disponibilité et accessibilité des produits

Le prix du riz brisé importé a constamment augmenté au cours de l'année 2008 (voir graphique 1). Un pic d'augmentation a été constaté au mois de juillet, lié surtout à la levée de la subvention que le Gouvernement avait mise sur cette céréale. De façon globale, les prix sont demeurés tout au long de l'année, supérieurs à ceux de l'année dernière aux mêmes périodes.

Cette augmentation vertigineuse des prix sur le marché de Thiaroye (Pikine) plus que sur les autres marchés peut se justifier par le fait que les commerçants ont mis sur le marché dakarois (y compris Pikine) du riz nouvellement importé (donc non subventionné ou bien ont aligné le prix d'anciens stocks sur les nouveaux prix).

¹⁷ Voir « Evolution Annuelle de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2008 », IHPC – ANSD ; 2009

Dans les autres centres urbains, les commerçants ont continué à écouler les anciens stocks à des prix relativement plus bas que ceux de Dakar. Cette situation peut aussi s'expliquer par l'influence du commerce transfrontalier (Gambie, Guinée Bissau) sur les prix de certains produits.

L'évolution du prix au détail du mil local que l'on peut voir sur le graphique 2 permet de constater que les prix sont globalement plus faibles à Kaolack (zone de production) que dans les deux autres villes considérées. A Kaolack, les prix ont progressé à la hausse de manière presque constante entre janvier et juillet 2008, passant d'une moyenne de 178 FCFA en janvier à 225 FCFA en juillet soit une augmentation de près de 27%.

Les prix ont amorcé une baisse significative depuis le second semestre de l'année 2008.

Ils sont tombés à une moyenne de 143 FCFA pour un kilogramme de mil local en novembre de cette année. Au marché de Thiaroye, les prix ont oscillé entre 220 FCFA et 270 FCFA avec un maximum constaté en octobre 2008. A Ziguinchor, le prix du mil est passé de 190 FCFA à 250 FCFA entre juin et octobre, pour ensuite descendre à 220 FCFA durant le mois de novembre. Cette évolution du prix du mil est quasiment normale comparativement aux années précédentes.

La principale denrée alimentaire que les ménages ont eu du mal à trouver sur les marchés au cours des 12 derniers mois est le riz brisé importé (plus de 90% des ménages concernés). Les problèmes de disponibilité sont plus marqués à Ziguinchor que dans les autres localités.

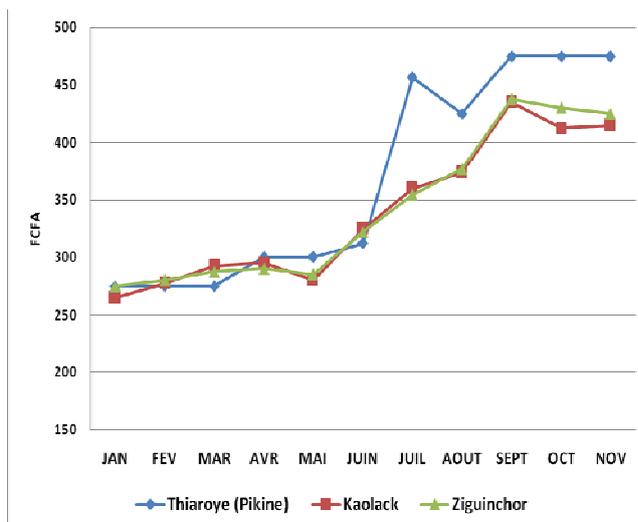
Soulignons que le riz paddy est cultivé dans la région de Ziguinchor, mais les récoltes de la campagne 2007/2008 ont été faibles. Par ailleurs, moins du quart des ménages ont rencontré des problèmes d'approvisionnement en viande et en poisson sur les marchés.

2-2- La survie des détaillants

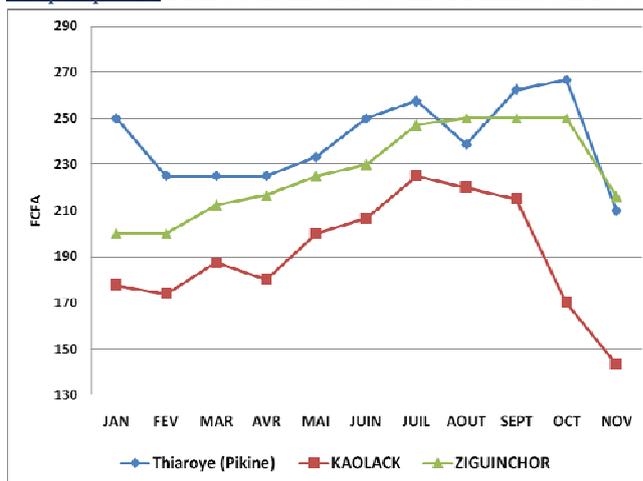
A cause de la baisse du pouvoir d'achat des populations, les ménages les plus aisés ont pris l'habitude de s'approvisionner auprès des grossistes pendant que les moins nantis dépendaient en majorité des détaillants en particulier des boutiques de quartier pour l'accès à la nourriture. Bien souvent, les achats de produits alimentaires auprès des boutiquiers se font au jour le jour.

Lors des discussions de groupes qui ont été menées avec eux, les boutiquiers ont signalé une baisse des achats des classes moyennes, des baisses de pouvoir d'achat et une augmentation

Graphique 1 : Prix courant du riz importé brisé 2008



Graphique 2 : Prix courant au détail du mil local 2008



de la demande d'achat à crédit de la part de leurs clients parmi les ménages pauvres. Certains ont dû fermer boutique alors que d'autres ont eu recours à des prêts pour pouvoir maintenir leur activité. La baisse du pouvoir d'achat a aussi poussé de nombreux ménages à se rabattre sur les produits chinois (vêtements, chaussures, produits cosmétiques, ustensiles de cuisine...) qui leur sont plus accessibles, ce qui aggrave une fois de plus la situation des Sénégalais vivant de la commercialisation de ces produits.

3- Profil de la pauvreté

Les principaux indicateurs permettant d'établir une distinction entre les niveaux de vie sont l'accès à l'électricité, à l'eau courante, les caractéristiques du logement (c'est-à-dire des matériaux de construction, la propriété ou non du logement), la possession de certains appareils et équipements, et le niveau d'éducation du chef de ménage. Les ménages les plus pauvres et les pauvres se caractérisent par un taux d'équipement très faible de certains biens comme le téléphone fixe, le ventilateur, le réfrigérateur... Pour ce qui concerne l'habitat, les toits des constructions sont généralement en tuile rouge ou en zinc, même si les murs sont généralement en brique. Si à Dakar, seuls le quart de ces ménages sont propriétaires ou copropriétaires de leur logement, dans les autres villes, cette proportion dépasse la moitié de l'échantillon.

Calcul de l'indice de pauvreté

La construction de l'indice de pauvreté a été faite grâce à une analyse factorielle sur la base des variables suivantes. Le premier facteur a ensuite été découpé en quintiles.

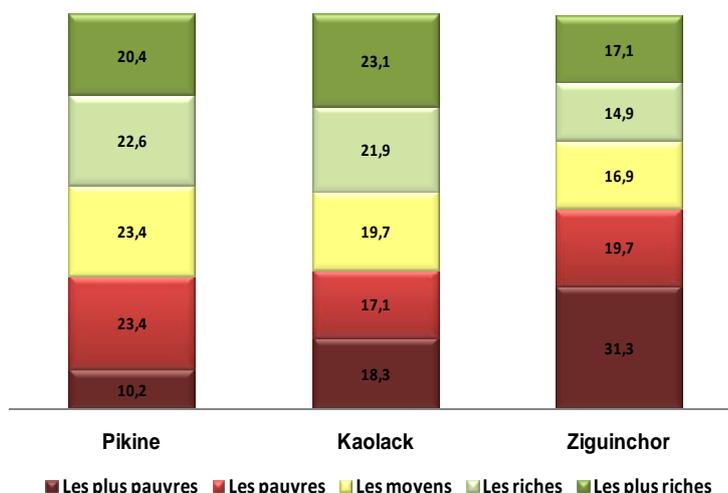
Variables : Radio ; Téléphone fixe ; Réfrigérateur ; Télévision ; Ventilateur ; Toit en béton ; Mur en briques ; Propriétaire /copropriétaire du logement ; CM ayant atteint au moins le niveau secondaire ; Un membre du ménage ayant atteint au moins le niveau secondaire ; Eau courante ; éclairage à l'électricité

Il convient de souligner cependant que cet indicateur de pauvreté est un indicateur relatif en ce sens qu'il distingue toujours 5 quintiles de classes de pauvreté (ou de richesse). Les segments les plus pauvres de la population urbaine (c'est-à-dire les deux derniers quintiles « les pauvres » et « les plus pauvres ») représentent 30% à 50% de la population (50% à Ziguinchor) (voir graphique 3).

A Kaolack, les pauvres représentent près 35% des ménages (avec 18% de plus pauvres) contre 33% à Pikine (avec 10% de plus pauvres).

Graphique 3 : Classes de richesse

Les ménages moyens sont plus présents à Pikine (23,4%) que dans les deux autres villes dans le même temps, les plus riches sont plus présents à Kaolack (23%) qu'à Pikine (20%) et à Ziguinchor (17%). Ce résultat peut s'expliquer par le fait que plusieurs quartiers du centre ville de Kaolack et de Ziguinchor habités par des ménages relativement aisés ont été visités à cause du caractère aléatoire de l'échantillon.



Il existe une dépendance¹⁸ entre l'âge du chef de ménage et le niveau de pauvreté du ménage (la proportion de ménages riches augmente avec l'âge du chef de ménages en particulier à Pikine et à Ziguinchor). De plus, le niveau de richesse du ménage augmente avec le niveau d'instruction du chef de ménage, mais aussi avec la taille du ménage (les ménages de taille plus importante sont majoritairement plus riches que ceux de petites tailles). Par contre, il n'a été observé aucune corrélation entre le sexe du chef de ménage¹⁹ et son niveau de pauvreté²⁰. Il n'y a pas non plus de différence significative en terme de niveau de richesse entre les ménages ayant des enfants de moins de 5 ans et ceux qui n'en ont pas.

4- Moyens de subsistance et sources de revenu

4-1- Nombre de sources de revenu et variations

Près de 40% des ménages rencontrés dans les trois villes ne possèdent qu'une seule source de revenu. C'est à Pikine que l'on rencontre les plus fortes proportions de ménages tirant leurs ressources d'une activité unique. 43% des ménages de cette ville sont dans cette situation. Dans les deux autres villes, les proportions de ménages concernés par la source de revenu unique tournent autour de 38%.

Tableau 3 : Proportion de ménages n'ayant qu'une seule source de revenu en 2007 et 2008

	2007	2008
	%	%
Pikine	47	43,2
Kaolack	40,3	37,7
Ziguinchor	43,3	37,1

Comme on peut le constater dans le tableau ci-dessus, il a été constaté de légères augmentations dans les sources de revenu des ménages entre cette année et l'année dernière à la même période. Ces augmentations ne sont statistiquement significatives que pour la ville de Ziguinchor. Cependant, la progression du nombre moyen de membres du ménage ayant un revenu en 2008 par rapport à la même période de l'année 2007 est également assez faible.

Tableau 4 : Nombres de sources de revenu des ménage et variation

	Nombre moyen de sources de revenus du ménage en 2008	Nombre moyen de sources de revenus du ménage en 2007	Nombre moyen de membres du ménage ayant un revenu en 2008	Nombre moyen de membres du ménage ayant un revenu en 2007
Pikine	1,79	1,74	1,88	1,81
Kaolack	1,93	1,93	2,01	1,96
Ziguinchor	1,96	1,84	1,8	1,75

4-2- Sources de revenu des ménages

Les ménages urbains dépendent généralement de deux ou trois sources de revenu telles que l'auto-emploi dans le secteur informel, les transferts d'argent venant de l'étranger, et l'emploi dans les secteurs public et privé. Tous les groupes de richesse dans les trois centres urbains étudiés sont fortement représentés dans l'auto-emploi dans le secteur informel. C'est l'activité la plus importante en termes de revenus générés pour le ménage (voir figure 3).

¹⁸ Un test de Khi-deux confirme cette dépendance

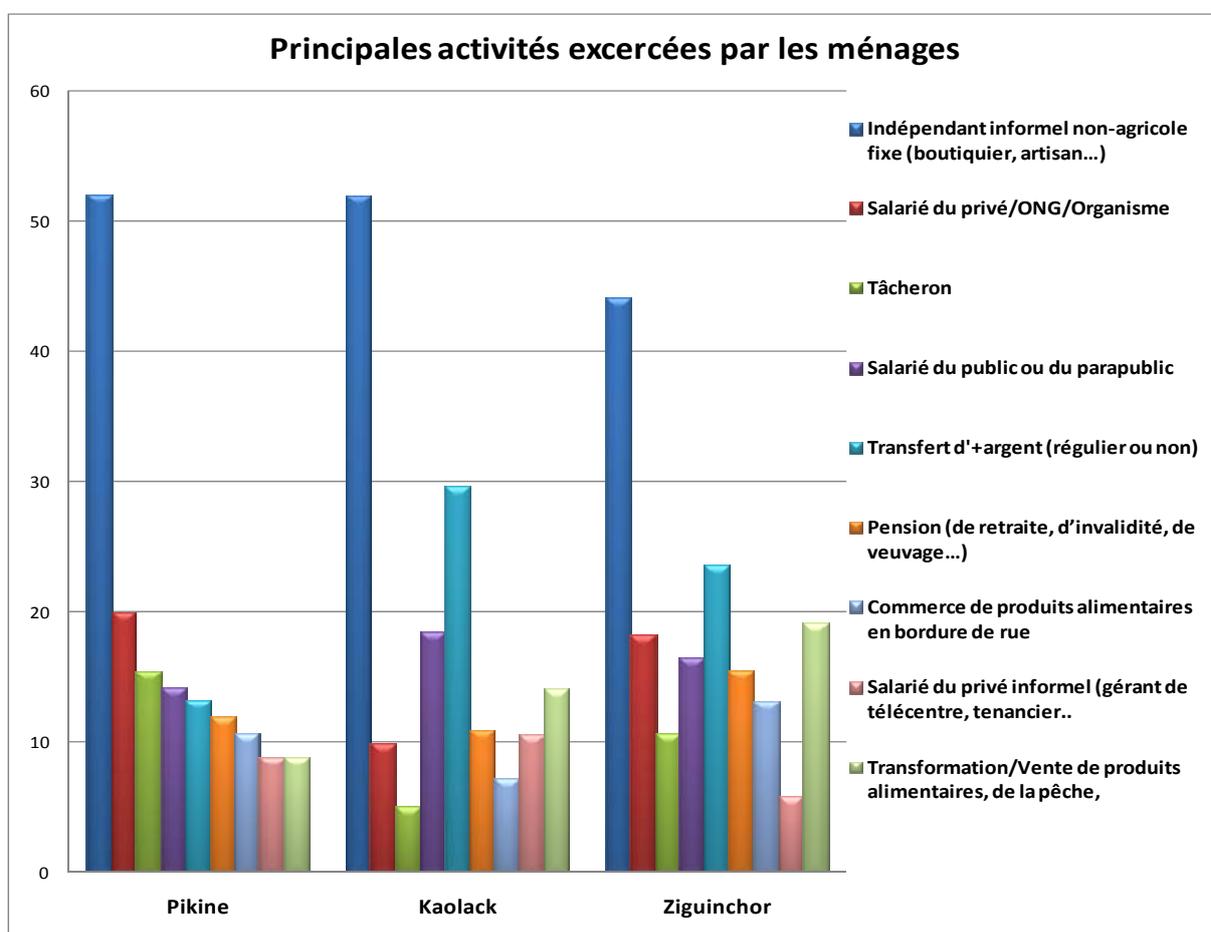
¹⁹ L'échantillon compte 27% de ménages dirigés par des femmes à Pikine, 36% à Ziguinchor et 37% à Kaolack.

²⁰ Un test de Khi-deux montre qu'il n'existe pas de dépendance statistique au seuil de significativité de 95% entre le sexe du chef de ménage et le niveau de pauvreté matériel du ménage, mais moins prononcé à Ziguinchor.

À Pikine, l'emploi dans le secteur privé et les ONG est la deuxième plus importante source de revenus, suivi des emplois de tâcherons (dominé par les ménages pauvres). Les ménages tirant leurs ressources des emplois dans la fonction publique sont plus nombreux que ceux qui tirent leurs principales ressources de l'argent reçu de l'étranger. A Pikine, les transferts de fonds en provenance de l'étranger concernent un peu plus de 12% des ménages.

A Kaolack, près de 30% des ménages vivent de transfert d'argent. Suivent les activités salariées dans le public ou le parapublic et la transformation et la commercialisation des produits alimentaires (transformation de mil, séchage de poisson, préparation de jus de fruits...). Avec les pensions et les salariés du privé informel, ces activités sont à Kaolack les seules à être exercées par plus de 10% des ménages. Soulignons que les ménages dont au moins un membre travaille dans le secteur privé formel, une ONG ou un organisme représentent près de 10% de l'ensemble de l'échantillon de la ville.

Graphique 4 : Principales activités exercées par les ménages



Les activités (ou sources de revenus) les plus répandues à Ziguinchor à part celles du secteur informel qui concernent 44% des ménages se distribuent principalement entre les transferts d'argent (22,6% de ménages), la transformation de produits alimentaires (19%) et les activités salariées dans le privé, dans les ONG ou dans les organismes (18,3%). A ces activités, il faut rajouter les fonctionnaires qui sont présents dans 16,5% des ménages, les ménages vivants grâce à une pension et ceux qui font de la transformation et la commercialisation de produits alimentaires (agricoles, produits de la pêche, produits de la forêt...).

Une lecture de ces résultats selon les classes de richesses suggère qu'à Ziguinchor, ce sont les ménages moyens et pauvres qui tirent le plus leurs ressources de la pratiques d'activité

agricoles. A Kaolack, les activités agricoles sont principalement exercées par les ménages pauvres. Les transferts d'argent constituent la seconde plus importante source de revenu de toutes les classes de richesse, avec une légère augmentation avec le niveau de richesse. A Ziguinchor où les transferts constituent aussi la seconde source de revenu des ménages, ce sont principalement les ménages riches qui en bénéficient.

4-3- Petit commerce et commerce de rue

La crise de la hausse des prix des produits alimentaires a obligé certains ménages à diversifier leurs sources de revenu supplémentaire en augmentant le nombre d'actifs dans le ménage. De plus, les membres actifs des ménages ont été amenés dans certains cas à trouver d'autres activités additionnelles de façons à combler les déficits de ressources liés à l'augmentation des dépenses en nourriture. Le secteur informel du petit commerce s'est vu saturé par les ouvriers qualifiés (par exemple, les tailleurs, les chauffeurs, les travailleurs de maçonnerie, et les menuisiers) et les salariés qui se sont lancés dans le petit commerce en vue de renforcer les moyens de subsistance de leurs ménages.

Les activités économiques des ménages pauvres se sont orientées de plus en plus vers le commerce de rue. Ces activités d'adaptation liées à la crise qui sont le plus souvent dominées par les femmes et les jeunes, consistent notamment en la vente de produits alimentaires préparés à faibles coûts (repas et boissons) mais aussi des services tels que les chauffeurs taxi-moto (en particulier à Kaolack), les porte-faix dans les marchés et gares routières, la récupération de métaux et de bouteilles. Malheureusement, les revenus issus de ces activités ne sont guère réguliers et les bénéfices réalisés diffèrent d'un jour à l'autre.

4-4- Agriculture urbaine et élevage

A Ziguinchor, l'agriculture est pratiquée principalement par plus du quart des ménages visités (26%). La culture pluviale de riz est la spéculation dominante (45% des ménages qui pratiquent l'agriculture). La production est destinée en grande partie à l'autoconsommation. Les ménages agricoles de Ziguinchor cultivent également de l'arachide, du bissap en plus du maraîchage auquel s'adonnent 25% des ménages agricoles de la ville. La production maraîchère de ces ménages est destinée essentiellement à la vente. Les ménages agricoles de Ziguinchor (plus du quart des ménages interrogés) possèdent ou loue des terres cultivables qu'ils exploitent pendant la saison des pluies eux-mêmes ou par le biais d'ouvriers ou de métayers.

A Ziguinchor, l'agriculture est dans la majeure partie des cas pratiquée par les ménages pauvres. En effet, près de 60% des ménages agricoles sont issus des quintiles de niveau de vie « très pauvres » et « pauvres » contre 25% de ménages « riches » et « très riches ». Il en est de même de la consommation alimentaire. Près de 41% des ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » ont pratiqué l'agriculture contre 31% des ménages à consommation alimentaire « à la limite » et 21% des ménages ayant une bonne consommation alimentaire. La mauvaise campagne agricole 2007/2008 peut expliquer en partie le fait que les ménages dépendant de l'agriculture aient globalement une mauvaise campagne agricole. Le nombre réduit de sources de revenus dans ces ménages constitue également une explication possible. En revanche, l'accès à l'agriculture pluvial et l'accès au maraîchage n'est pas un critère qui permet de distinguer les ménages à consommation alimentaire « acceptable » des autres ménages.

A Kaolack, un peu moins de 10% des ménages de la ville de Kaolack déclarent pratiquer l'agriculture. Les céréales (mil et sorgho) sont les cultures les plus courantes même si la pratique du maraîchage et la culture de bissap ne sont pas non plus négligeables. Les effectifs de ménages agriculteurs de la ville de Kaolack ne permet pas de tirer une conclusion entre la pratique de l'agriculture et la consommation alimentaire.

A Pikine, seuls 3% des ménages pratiquent essentiellement du maraîchage. Comparativement

à l'année dernière, il n'a pas été noté des changements significatifs dans les pratiques culturelles des populations en particulier pour ce qui concerne les spéculations. Comme à Kaolack, les effectifs de ménages agriculteurs sont trop faibles pour permettre de tirer des conclusions sur la base des croisements.

Entre 25% et 30% des ménages des trois villes enquêtées possèdent des animaux. C'est essentiellement du petit bétail et des volailles que l'on trouve le plus dans ces ménages. Dans les trois centres urbains, les ménages possèdent en moyenne 3 à 4 petits ruminants. Le nombre moyen de volaille possédée varie par contre selon les villes. Il est plus élevé à Ziguinchor (moyenne de 11) que dans les deux autres centres urbains (3 à Pikine et 8 à Kaolack). Il n'existe pas de différence significative (test de Khi-deux) dans la consommation alimentaire des ménages selon qu'ils possèdent ou non des animaux. Ceci peut résulter de la faible proportion de ménages possédant des animaux et des stocks animaliers réduits détenus. A Pikine, la possession de bétail augmente avec la classe de richesse. En effet, 13% des ménages « très pauvres » et « pauvres » déclarent posséder au moins un animal contre près des 29% des ménages « riches » et « très riches ». Dans les deux autres centres urbains, la possession de bétail ne permet pas de distinguer les classes de consommation alimentaire. Les résultats de l'enquête ne permettent donc pas de mettre un lien direct entre la possession de bétail en milieu urbain et la sécurité alimentaire des ménages.

Par ailleurs, les résultats ne montrent pas d'érosion significative de ces stocks animaliers. Globalement, moins de 15% des ménages ont vendu les animaux qu'ils détenaient. C'est essentiellement les petits ruminants (moutons, chèvres) qui ont été vendus, suivi en cela des volailles. Ces ventes de petits ruminants concernent 11% de ménages de Pikine possédant un animal de ce genre contre 14% à Kaolack et 15% à Ziguinchor. Ces ventes inhabituelles seraient motivées selon les ménages interrogées par le besoin de dégager des ressources pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires. Plus de la moitié des ménages ayant effectué ces ventes ont avancé cette raison. Une autre raison majeure (citée par un répondant sur cinq) est la volonté de faire face à une dépense inhabituelle (cérémonie, santé, éducation).

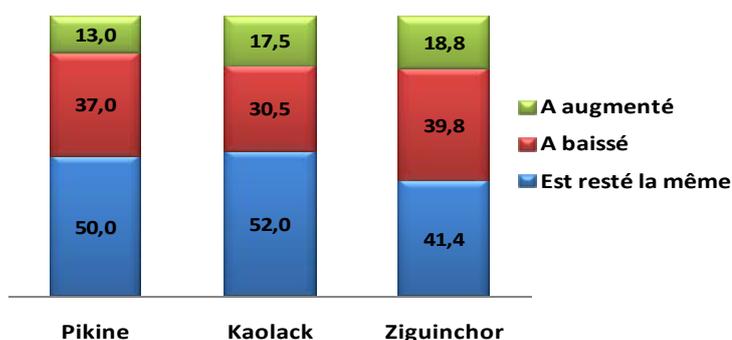
4-5- Entraide et transferts d'agent

Environ la moitié des ménages de Pikine, Kaolack et Ziguinchor partage régulièrement leurs repas avec au moins une personne qui n'est pas membre du ménage. Il a été noté une augmentation de ce phénomène comparativement à l'année passée à la même période dans 15% à 20% des ménages alors que la même proportion de ménages a signalé une diminution dans le partage des repas avec les personnes étrangères au ménage. De plus, le partage de certains repas avec les étrangers est plus fréquent chez les ménages « riches ».

Par ailleurs, un peu plus de la moitié des ménages de chacune des trois villes déclare avoir reçu de l'aide en nourriture ou en argent de la part de parents, d'amis ou de voisins.

Comme indiqué plus haut, les transferts d'argent jouent un rôle central dans la pérennisation des moyens de subsistance des ménages en milieu urbain, particulièrement à Kaolack où pratiquement toutes les couches de la population dépendent de cette ressource.

Graphique 5 : Changement dans les transferts d'argent reçus comparativement à l'année dernière à la même période



Il a été toutefois noté que les envois de fonds en provenance de l'étranger ont diminué et sont plutôt envoyés pour les importantes cérémonies et les fêtes religieuses ou encore pour

aider à la résolution d'un problème. En comparaison avec l'année dernière (2007), 10 à 20% des ménages qui reçoivent des fonds de l'étranger affirment qu'il y a une augmentation des montants reçus cette année, tandis que 30 à 40% des ménages font état d'une diminution des montants reçus (voir la graphique 5).

4-6- Les femmes en première ligne dans la gestion de la crise

Les rôles socioéconomiques des femmes dans le maintien des moyens de subsistance des ménages sont en train de changer dans la crise actuelle. Les femmes issues des milieux défavorisés s'adonnent au petit commerce et sont devenues les principaux gagne-pains de leur ménage. Parmi les autres activités entreprises par les femmes et les filles, il faut noter la blanchisserie, la vente de bois et de charbon, la vente de vêtements d'occasion, et l'aide à domicile. Du fait de leur place de plus en plus importante dans la génération des revenus du ménage, les femmes ont tendance à réclamer une place plus importante dans le mécanisme de décision au sein des foyers.

Les femmes ont également pu compter sur des réseaux d'entraide de voisinage pour accéder au crédit et ceci beaucoup plus facilement que les hommes. Ces crédits²¹ passent essentiellement par le biais des tontines en espèces mais aussi plus récemment par des tontines en nourriture. Pour ce dernier cas, chaque femme apporte un bien prédéfini (par exemple un kilogramme de riz) et une femme tirée au sort remporte le tout et ceci à tour de rôle selon une fréquence hebdomadaire ou bimensuelle. Ces pratiques ont permis à plusieurs ménages d'atténuer les effets négatifs de la hausse des prix des produits de consommation, même si le fait que ce soit un tirage n'arrange pas toujours les ménages pour les situations d'urgence.

5- Gestion de la nourriture et consommation alimentaire à l'intérieur des ménages

5-1- Nombre de repas (fréquence de consommation alimentaire)

Les résultats (voir graphique 6) montrent que les ménages n'ont pas réduit de façon significative le nombre de repas quotidiens qu'ils ont l'habitude de préparer (en moyenne 2 à 3 repas quotidiens) comparativement à l'année dernière à la même période. Cependant, près de la moitié d'entre eux déclarent avoir réduit la quantité des aliments préparée à chaque repas (par exemple 85% des ménages de Pikine déclarent avoir réduit la quantité d'aliments consommés au cours de chaque repas comparativement à l'année dernière à la même période).

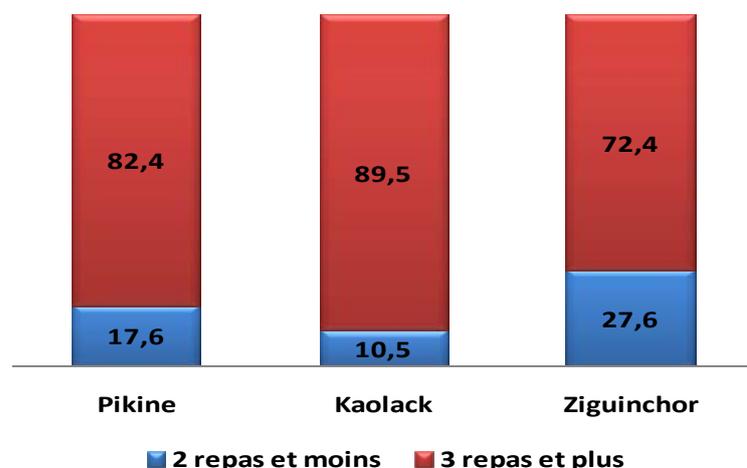
Le nombre de repas quotidiens consommés par les ménages augmente légèrement avec le niveau de richesse du ménage sauf à Pikine. Une partie du repas de midi est gardée pour le dîner (ce phénomène est appelé « photocopie »).

Un peu plus du quart (27,6%) des ménages de Ziguinchor consomment 2 repas ou moins par jour. A Pikine cet indicateur est de 17,6%. Le nombre de repas pris la veille à Kaolack est en moyenne plus important que dans les deux autres villes.

Seuls 10% des ménages déclarent avoir pris 2 repas ou moins la veille.

A Ziguinchor, la proportion de ménage s'étant contenté d'un seul repas est de 5%

Graphique 6 : Nombre de repas pris la veille par les adultes



²¹ La multiplication de ces tontines a été analysée comme un système de cotisation sociale surtout à cause de leur mode de fonctionnement en cas de survenance d'événements heureux ou malheureux

alors que dans les autres centres urbains, cette proportion est inférieure à 3%. De façon générale, il a été noté que les ménages ont conservé le nombre repas quotidien pour les enfants en bas âge en particulier le déjeuner et le dîner. A Ziguinchor et particulièrement à Kaolack, le nombre de repas consommé par les enfants est plus important que celui des adultes avec une tendance haussière selon le niveau de richesse du ménage. Environ 10% des enfants de chacune des villes se sont contentés de 2 repas ou moins le jour qui a précédé le passage des agents de collecte.

Il est ressorti des discussions de groupes que les enfants d'âge scolaire consomment de moins en moins de repas avec les adultes. Beaucoup de ménages (surtout les plus pauvres) ne peuvent plus se permettre de donner suffisamment d'argent de poche à leurs enfants pour le transport scolaire et le petit-déjeuner ou le goûter (Le pain, le lait, le sucre, les transports en commun et le carburant ont vu leurs coûts augmenté de près de 50% comparativement à l'année dernière à la même période). Les goûters ont donc été éliminés de l'alimentation de nombreux enfants. En plus des préoccupations nutritionnelles, les entretiens semi directifs ont révélé que les certains enfants ont de plus en plus de difficultés à se concentrer à l'école parce qu'ils ont faim.

Néanmoins, plus de 20% des ménages (avec une proportion plus élevée à Kaolack) ayant des enfants de moins de cinq ans arrivent à leur donner plus de 3 repas par jour.

5-2- Substitution et diversité des aliments

La composition et la qualité des repas ont également subi des modifications en raison de la hausse des coûts des produits de base habituellement consommés comme le riz, l'huile, la viande et les légumes (ces derniers n'étant plus désormais consommés que sous forme de condiments). A titre d'exemple, le poisson est consommé comme condiment en moyenne plus de 5 jours du 7 et ceci dans 9 ménages sur 10.

Tableau 6 : Consommation de viande et de poisson dans les ménages

		Commune					
		Pikine		Kaolack		Ziguinchor	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Consommation de viande	Consomme	65	13	78	15,5	81	16,1
	Juste comme condiment	252	50,4	282	56	200	39,7
	Ne consomme pas	183	36,6	144	28,6	223	44,2
Consommation de poisson	Consomme	30	6	16	3,2	42	8,3
	Juste comme condiment	463	92,6	476	94,4	451	89,5
	Ne consomme pas	7	1,4	12	2,4	11	2,2

30 à 40% des ménages ont réduit leurs dépenses en achat de légumes, fruits, viande et produits laitiers comparativement à 2007 à la même période. Ces produits ont été remplacés par d'autres produits moins chers et disponibles sur les marchés. A titre d'exemple, le riz brisé importé a été remplacé dans certains ménages par du mil local ou des spaghettis fabriquées localement (1 kg de riz brisé importé coûtait 450 FCFA soit US\$ 0,9 alors que le kilogramme de mil local coûtait 200 FCFA²² soit US\$ 0,4 au mois de novembre 2008 au marché Tilène, à Dakar).

Le petit déjeuner et le dîner ont été remplacés dans certains ménages par de la bouillie de mil connu sous le nom de « fondé » ou par des sandwichs de haricots (pain « ndambé »), de spaghettis ou de mayonnaise à la place de la viande, des œufs ou des repas à base de riz. Environ la moitié des ménages de chaque centre urbain consomme actuellement du « fondé » alors que l'année dernière ce n'était pas le cas. La viande et le poisson de bonne qualité ont été remplacés par du poisson séché ou de la sardinelle « Yaboye » considérés comme de

²² Pour une comparaison plus correcte, il faut rajouter le prix de la mouture du mil, en moyenne 50 FCFA le kilogramme

moins bonne qualité (entre 30 et 40% des ménages ont introduit ces aliments dans leur régime alimentaire habituel). Dans la majorité des ménages, la viande, lorsque son achat se poursuit, est utilisée comme un condiment pour relever le goût des repas (voir tableau 6).

En conséquence, on peut affirmer que les populations urbaines de Pikine, Kaolack et Ziguinchor, en substituant leur alimentation habituelle par une alimentation moins chère, appauvrissent leur régime alimentaire en protéines animales apportées par la viande et le poisson et en micronutriments apportés par les légumes.

5-3- Consommation alimentaire acceptable ?

La mesure du score de consommation alimentaire²³ montre que la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » et « à la limite de l'acceptable » est plus importante à Ziguinchor et à Pikine qu'à Kaolack. A Ziguinchor, un total de 27% des ménages a une consommation alimentaire « pauvre » et à la « limite » dont 14% des ménages ayant une mauvaise consommation alimentaire.

Cette vulnérabilité à l'insécurité alimentaire particulièrement élevée est liée à la plus forte prévalence de la pauvreté rurale et urbaine en Casamance²⁴ et dans la région de Ziguinchor que dans d'autres centres urbains.

Kaolack enregistre la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » et à la « limite » le plus faible parmi les trois centres urbains analysés. Au total, 9% des ménages se trouvent en insécurité alimentaire. Cette situation peut se justifier par le fait que les niveaux de pauvreté sont plus faibles dans cette région que dans les autres²⁵, mais s'explique aussi par sa situation de carrefour commerciale et par l'importance des échanges transfrontaliers avec la Gambie.

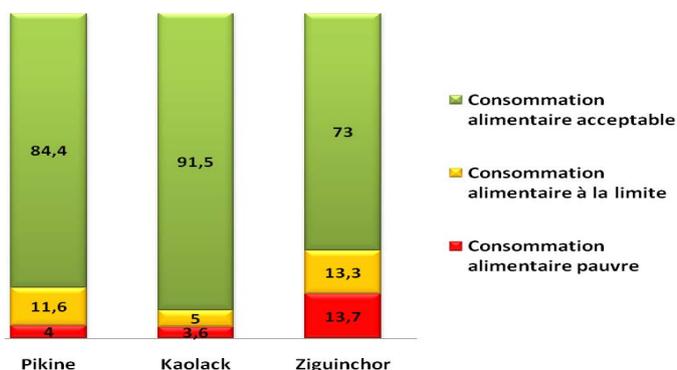
Tous les groupes de la consommation alimentaire à Pikine et Ziguinchor consomment de façon presque identique le riz, l'huile et le sucre. A Kaolack, les ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » préparent moins fréquemment des repas avec ces aliments (2 à 3 jours de moins) que les ménages ayant une consommation alimentaire « limite » et ceux dont la consommation alimentaire est « acceptable ».

Calcul du score de consommation alimentaire (Food Consumption Score)

La fréquence et la diversité de la consommation alimentaire sont déterminées grâce au score de consommation alimentaire (food consumption score). Le score de consommation alimentaire est basé sur le décompte des aliments les plus fréquemment consommés par les ménages considérés comme unité de consommation. La fréquence obtenue pour chaque est multipliée par un coefficient qui est propre au groupe auquel il appartient. Les ménages sont classés selon la diversité (nombre d'aliments des différents groupes consommé) et en fonction de la fréquence de consommation de ces aliments au cours des 7 jours précédents la collecte des données.

Les ménages avec une consommation alimentaire « pauvre » sont ceux dont le score est inférieur au minimum de consommation alimentaire en terme de fréquence et de diversité (ici 28) alors que les ménages ayant une consommation à la « limite de l'acceptable » sont ceux dont la consommation alimentaire est insuffisante (ici entre 28 et 42).

Graphique 7 : Score de consommation alimentaire par ville (seuils 28-42)



Dans ces trois centres urbains, une consommation alimentaire « acceptable » s'explique entre

²³ Voir l'encadré et dans le rapport annexe la description de la méthode de calcul

²⁴ Selon les résultats de l'ESPS et de l'ESAM II, Ziguinchor fait partie des régions ayant les incidences de pauvreté les plus élevées

²⁵ Même selon les résultats de l'ESAM de l'ANSD.

autres par la consommation de produits laitiers plus répandue. Les autres produits alimentaires tels que les légumineuses, les fruits, la viande et les œufs sont consommés en moyenne une ou deux fois par semaine par les ménages ayant une consommation alimentaire « acceptable » et presque jamais dans les ménages ayant une consommation alimentaire "pauvres" à la "limite".

Le menu hebdomadaire typique d'un ménage de Ziguinchor ayant une consommation alimentaire « pauvre » comporte des repas à base de riz six jours par semaine, de l'huile entre trois et quatre jours, du mil pendant deux jours, des légumes une fois par semaine et du poisson (comme condiment) cinq jours par semaine.

Le lien entre le sexe du chef de ménage et le score de consommation alimentaire n'est pas statistiquement significatif. Il en est de même pour l'âge du chef de ménage. Il n'est pas non plus possible d'établir un lien de cause à effet systématique entre le niveau de vie du ménage et sa consommation alimentaire, les différences observées selon les classes de richesses n'étant pas statistiquement significatives. On notera néanmoins que la tendance générale est que les proportions les élevées de ménages ayant des consommations alimentaires « pauvres » et « à la limite » se retrouvent chez les ménages les plus pauvres.

Par contre, plus le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé et plus la consommation alimentaire du ménage s'améliore plus particulièrement à Ziguinchor. 85% des ménages dont le chef a fréquenté l'école au moins jusqu'en sixième (secondaire) ont une consommation alimentaire acceptable contre 69% de ménages n'ayant pas atteint ce niveau.

Tableau 7 : Groupe de consommation alimentaire selon le niveau d'instruction du chef de ménage à Ziguinchor.

		Niveau d'instruction du chef de ménage*			
		Secondaire et plus		Moins que secondaire	
		Effectif	%	Effectif	%
Consommation alimentaire	Pauvre	10	7,5	59	15,9
	A la limite	10	7,5	57	15,4
	Acceptable	113	85	255	68,7
Ziguinchor		133	100	371	100

*Un test de Khi-deux confirme la différence statistique

Une comparaison de ces résultats avec ceux de zones urbaines dans d'autres pays de la sous région (Libéria²⁶ et Gambie²⁷), montrent une situation assez précaire à Ziguinchor et à Pikine.

Tableau 8 : Comparaison des scores de consommation alimentaire de la sous-région

	Consommation alimentaire pauvre et à la limite
Libéria - urbain et rural- juin-juillet 2008	31
Ziguinchor - Novembre 2008	27

Comme mentionné précédemment la plupart des ménages n'ont pas réduit le nombre de repas quotidiens, mais plutôt la quantité par repas. Cela signifie que le score de consommation alimentaire calculé, tout en étant un bon indicateur de l'insécurité alimentaire, pourrait sous-estimer l'ampleur de la mauvaise consommation alimentaire des ménages en termes de valeur énergétique car elle ne prend en compte que la fréquence et la diversité des repas.

5-4- Origine des aliments consommés dans les ménages

La grande majorité des ménages ont acheté sur les marchés les aliments qu'ils ont consommés au cours des 7 jours qui ont précédé le passage des agents de collecte. Ce résultat est identique quel que soit le groupe de consommation alimentaire et quelle que soit

26 Voir "The impact of high prices on food security in Liberia- Joint Assessment- July 2008; WFP and Partner"

27 Food Vulnerability in the Urban Area of Banjul and Kanifing Municipality (The Gambia), May 2008 ; NaNA/CILSS/NUSAPPS

la ville considérée. Alors qu'à Kaolack, l'achat au comptant concerne 89% des ménages, dans les deux autres villes, cette proportion dépasse 92%. Dans le même temps, l'achat à crédit est plus répandu à Kaolack où il constitue l'origine des aliments consommés dans 7% des ménages.

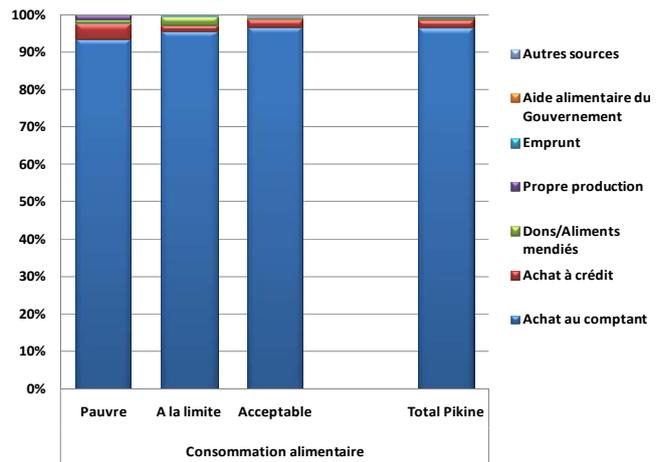
De façon générale, il existe un lien entre l'achat des produits alimentaires sur les marchés et les groupes de consommation alimentaire aussi bien en ce qui concerne les achats au comptant que les achats à crédit. Les ménages de Pikine dépendent plus des achats de nourriture sur les marchés (95% de toutes les sources de nourriture citées) que les deux autres villes.

A Pikine, les sources de nourriture sont moins diversifiées que dans les autres villes, les ménages dépendant presque exclusivement du marché pour leurs approvisionnements en nourriture.

A Kaolack, l'assistance gouvernementale et les dons sont respectivement la deuxième et la troisième source de nourriture pour les ménages à consommation alimentaire pauvre.

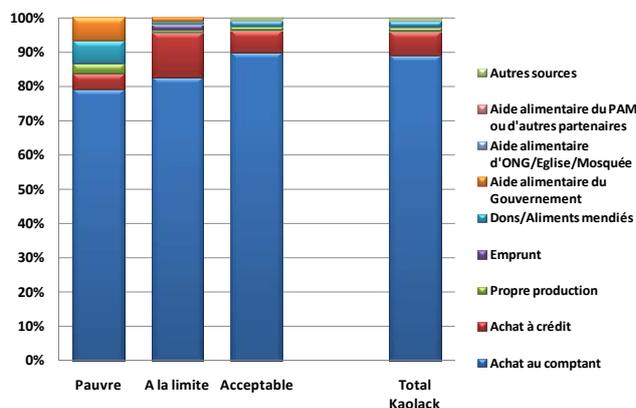
A Ziguinchor, les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre sont ceux qui achètent le moins d'aliments au comptant (8% des ménages achètent leurs produits alimentaires à crédit).

Graphique 8: Origine de la nourriture selon les classes de consommation alimentaire - Pikine

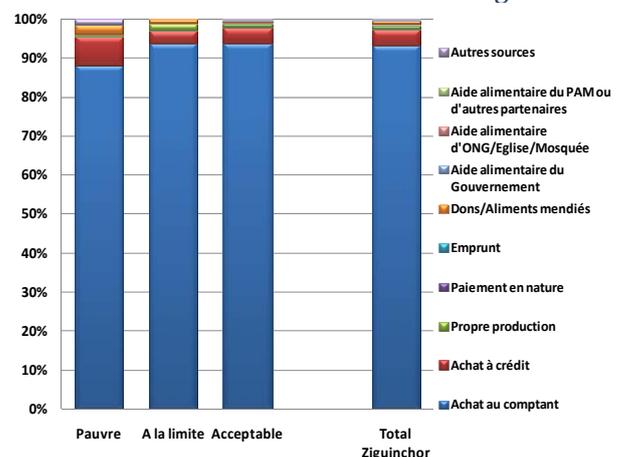


Dans les autres groupes de consommation alimentaire l'achat des produits alimentaires au comptant est le mode d'acquisition le plus courant (plus de 95% des ménages).

Graphique 9 : Source de nourriture selon les classes de consommation alimentaire - Kaolack



Graphique 10 : Source de nourriture selon les classes de consommation alimentaire – Ziguinchor



5-5- Consommation alimentaire hors de la maison

Un peu plus de 36% des ménages de Pikine et 24% des ménages des Kaolack ont un à deux membres (principalement des hommes) qui mangent hors de la maison. A Ziguinchor, seuls 10% des ménages sont concernés par la consommation de repas hors de la maison. Les petits déjeuners et/ou les déjeuners sont les repas les plus souvent consommés hors de la maison, et dans la majorité des cas dans de petits restaurants (Tangana) ou dans des fast-foods. Pour plusieurs ménages, cette option de manger hors de la maison revient moins chère que de manger à la maison. De plus, il a été noté une prolifération des vendeurs de nourriture en bordure de rue dans les quartiers périphériques des villes visitées parallèlement à cette

augmentation de la demande.

Il a été noté un lien entre la consommation alimentaire hors de la maison et la consommation alimentaire « pauvre » à Kaolack. Ainsi, dans cette ville, les ménages dans lesquels il y a des membres qui mangent dehors ont tendance à avoir une mauvaise consommation alimentaire. C'est le contraire qui est observé à Pikine. La prise de certains repas hors de la maison va le plus souvent de paire avec une consommation alimentaire acceptable pour le reste du ménage qui mange à la maison. Cette situation pourrait se justifier par le fait que dans la banlieue dakaroise, la prise de repas hors du domicile par certains membres du ménage est le plus souvent due au travail que ces personnes exercent au centre ville de Dakar (Ces personnes qui travaillent à Dakar choisissent de manger hors de la maison pour des raisons logistiques et non pour des raisons financières)²⁸.

5-6- Nombre de personnes partageant le repas dans le ménage

L'unité de consommation alimentaire (le nombre des personnes qui partagent les repas dans le ménage) à l'intérieur du ménage a été réduite de façon significative dans toutes les catégories de richesse et ceci dans les trois villes à cause de la réduction du partage des repas avec les étrangers. Ce phénomène est davantage marqué dans les ménages pauvres. Par ailleurs, un certain nombre de ménages pauvres envoie leurs enfants manger dans des ménages riches du voisinage. La crise de la hausse de prix a également entraîné la décomposition de certains liens familiaux en ce sens que les ménages ont eu tendance à se séparer des membres issus de la famille élargie. Même à l'intérieur de certains ménages, il a été constaté des recompositions donnant naissance à de nouveaux noyaux de consommation avec des budgets distincts.

En ce qui concerne les départs de membres du ménage, ils sont plus importants à Ziguinchor (dans 25% des ménages) alors que les arrivées ont été davantage signalées à Kaolack (20% des ménages concernés). Ces arrivées sont plus survenues dans les ménages riches alors que les départs ont été plus constatés dans les ménages pauvres.

6- Revenu des ménages

6-1- Estimation du revenu annuel

Le revenu annuel médian des ménages est plus faible à Ziguinchor que dans les autres villes (tableau 4). Les revenus moyens plus élevés à Pikine que dans les autres villes peuvent être le résultat du coût de la vie plus élevé dans cette zone.

Tableau 9 Revenu annuel médian (FCFA/\$US – Nov. 08)

Centre urbain	FCFA	US\$
Pikine	1 567 500	3 080
Kaolack	1 500 000	2 947
Ziguinchor	1 188 000	2 334

En rapportant les revenus du ménage à sa taille (équivalent adulte) et en le ramenant à une base journalière (division par 365), on obtient le tableau 5 ci-après. On note que le revenu par tête augmente avec les classes de consommation, les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre étant ceux qui ont les revenus par tête les plus faibles. De façon générale, le revenu total médian par tête et par jour n'atteint pas 2 dollars américains.

Ces chiffres comparés aux seuils de pauvreté totaux²⁹ (alimentaire et non alimentaire) qui sont de 879 FCFA par jour par personnes à Dakar et de 712 FCFA par jour et par personne dans les autres villes du Sénégal montrent que près de 63% des ménages de Pikine et

²⁸ Certaines personnes qualifient Pikine de « dortoir » entre autres pour ces raisons

²⁹ Voir « LA PAUVRETE AU SENEGAL : de la dévaluation de 1994 à 2001-2002 » ; ANSD-Banque Mondiale ; 2004

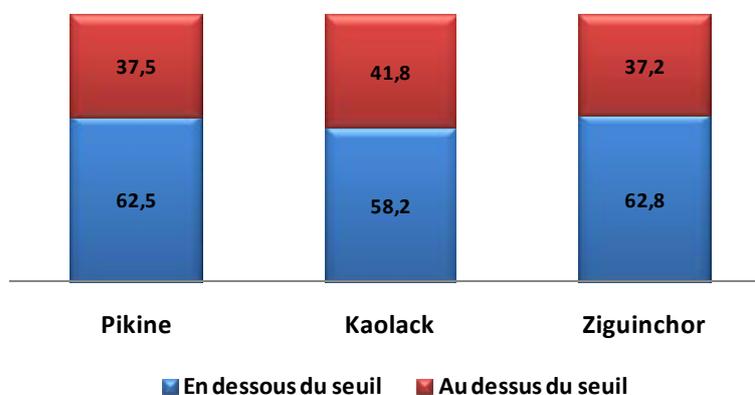
Ziguinchor ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté. L'incidence de la pauvreté à Kaolack est de 58%, soit une valeur inférieure de 5 points à celle des deux autres centres urbains.

Tableau 10 : Revenu médian par équivalent adulte et par jour (FCFA/US\$)

Groupes de consommation alimentaire	Revenu médian par équivalent adulte et par jour (FCFA/US\$)		
	Pikine	Kaolack	Ziguinchor
Pauvre	518	541	328
	1,02	1,06	0,65
A la limite	630	557	442
	1,24	1,09	0,87
Acceptable	666	636	608
	1,31	1,25	1,19

Selon les résultats de l'ESAM II, l'incidence de la pauvreté des ménages en 2001/2002 était de 48,5% au niveau national avec une valeur de 33,3% pour Dakar et 43,3% pour les autres localités urbaines. Il convient de préciser qu'à cause du mode de collecte de données (un seuil passage dans les ménages), certains revenus variables ont pu être sous-estimés, ce qui augmente arithmétiquement l'incidence de la pauvreté monétaire. On notera cependant que ces résultats (Kaolack ayant une incidence plus faible que Pikine et Ziguinchor) vont dans le même sens que ceux présentés précédemment sur la pauvreté matérielle des ménages³⁰. De plus, les résultats de l'ESAM ne permettent pas de distinguer dans la région de Dakar, le département de Dakar où réside la majorité des ménages les plus riches du Sénégal et la banlieue (Pikine, Guédiawaye, Rufisque) qui concentre les ménages les moins nantis.

Graphique 11 : Incidence de la pauvreté selon le seuil de pauvreté de l'ESAM II



6-2- Baisse du pouvoir d'achat

Plus de la moitié (60 %) des ménages pauvres (les plus pauvres et les pauvres) ont connu une baisse de leur revenu annuel alors que dans les ménages riches (riches et très riches) la baisse de revenu a touché environ 40% des ménages ou moins selon les centres urbains. Les principales raisons (en termes de taux de citation) avancées pour justifier cette baisse de revenu sont la réduction du nombre de clients, la perte d'emploi de plusieurs membres du ménage et la baisse des transferts d'argent reçu de l'étranger.

³⁰ L'incidence de la pauvreté matérielle est de 34,6% à Pikine, 35,4% à Kaolack et 50% à Ziguinchor.

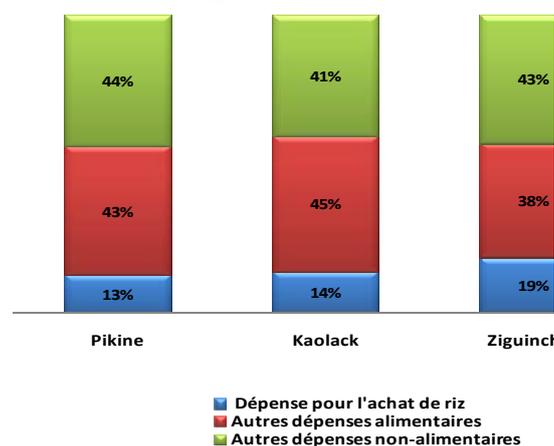
7- Structure des dépenses des ménages

7-1 Structure et priorités des dépenses des ménages

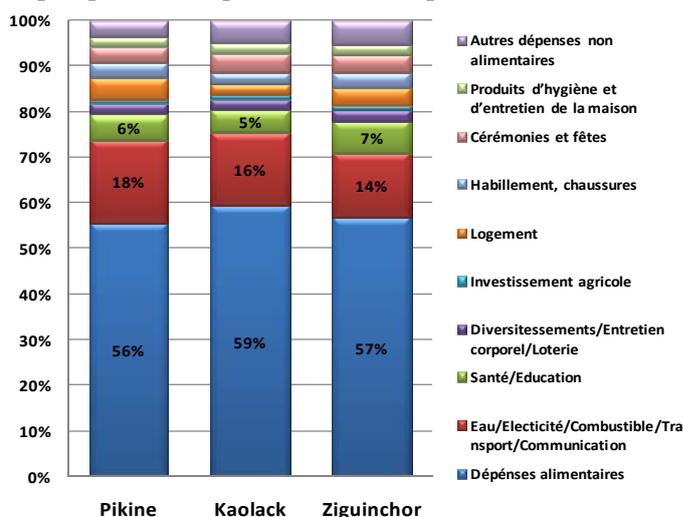
Les dépenses alimentaires représentent plus de la moitié des dépenses totales des ménages des trois villes concernées. Une part relativement importante des dépenses des ménages est allouée à l'achat de riz qui demeure l'aliment de base du régime alimentaire. Comme le montre le graphique 12, la part des dépenses consacrée à l'achat de riz varie de 13% à Pikine à 19% à Ziguinchor.

Dans l'ensemble, la part des dépenses alimentaires ne varie pas considérablement entre les trois zones urbaines, ni entre les différentes classes de richesse ou les classes de consommation alimentaire. Les dépenses non-alimentaires tournent autour de 40% des dépenses totales avec une proportion non négligeable consacrée aux services publics de base comme l'électricité, l'eau, les combustibles de cuisson de la nourriture (gaz essentiellement), le transport et la communication (voir graphique 13).

Graphique 12 : Répartition des dépenses totales des ménages



Graphique 13 : Répartition des dépenses



L'éducation et la santé d'une part et les charges locatives d'autre part, sont respectivement le troisième et le quatrième poste de dépenses des ménages de Pikine et de Ziguinchor. A Kaolack, l'éducation et la santé se maintiennent en troisième position des postes de dépenses, et en quatrième position les fêtes et cérémonies.

Les dépenses consacrées à l'achat de produits d'hygiène et d'entretien représentent entre 5% et 7% des dépenses totales.

7-2 Réallocation des ressources à l'intérieur des ménages

La hausse des prix des produits alimentaires a entraîné une augmentation significative du budget des ménages consacrée à l'alimentation pour ce qui concerne notamment l'achat de riz³¹. Entre 57% et 64% des ménages ont signalé une augmentation des dépenses consacrées à l'achat de céréales, constituées en majeure partie de riz. Les ménages ont été obligés de réduire les dépenses liées à l'habillement, aux cérémonies et festivités (dont l'importance culturelle dans la construction du capital social est non négligeable), les produits pour l'hygiène personnelle ainsi que les équipements ménagers.

Une autre conséquence de la hausse des prix des produits alimentaires est la réduction des dépenses de santé au profit de l'achat de nourriture. A Ziguinchor par exemple, parmi les

³¹ Le prix du riz brisé importé a augmenté de plus de 90% entre octobre 2007 et octobre 2008 sur le marché de Thiaroye (en moyenne de 244 FCFA à 475 FCFA) alors que la consommation de riz n'a pas beaucoup changé.

ménages (40% de tous les ménages enquêtés dans la ville) qui ont réduit la fréquentation des structures sanitaires comparativement à l'année précédente à la même période, près du tiers évoquent comme raison leur incapacité à payer ces services, y compris les médicaments prescrits. L'automédication (en particulier l'achat de médicaments dans la rue) et la médecine traditionnelle ont progressivement remplacé les soins dans les structures sanitaires et l'achat des médicaments dans les pharmacies. Or, plusieurs ménages ont fait cas de l'augmentation des cas de maladies comparativement à l'année précédente à la même période. De plus, les ménages ont signalé un nombre relativement important de malades chroniques parmi leurs membres. C'est le cas de 46% des ménages de Kaolack, 37% de ceux de Ziguinchor et de 38% des ménages de Pikine. Dans un peu plus de 10% de ces ménages, il a été signalé une augmentation de ces cas de malades chroniques³².

En ce qui concerne les postes de dépenses ayant connu des augmentations, les services publics comme l'eau, l'électricité ou la santé ont été mentionnés par 70% à 85% des ménages. Les autres postes fréquemment cités par les ménages comme ayant enregistré des hausses moins substantielles sont les combustibles de cuisson des aliments, les produits d'entretien de la maison et le transport.

8- Achat à crédit et épargne

8-1- Accès aux crédits formels et informels

Le montant et la fréquence de recours au crédit se sont accrus dans plus de la moitié des ménages et ceci, comparativement à 2007 à la même période (voir tableau 11). A Pikine, c'est chez les ménages à consommation alimentaire « pauvre » et « à la limite » que le recours au crédit est le plus récurrent. Il en est de même pour les ménages pauvres cette ville. En revanche, à Kaolack, le recours au crédit est davantage prononcé chez les ménages riches. A Ziguinchor, le recours au crédit, aussi bien termes de fréquence que de montant, est plus marqué chez les ménages moyens.

Augmentation de la fréquence de recours au crédit comparativement à l'année dernière à la même période

Tableau 11 : Augmentation de la fréquence de recours au crédit comparativement à l'année dernière à la même période

	Commune					
	Pikine		Kaolack		Ziguinchor	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	286	57,2	254	50,4	270	53,7
Non	214	42,8	250	49,6	234	46,3
Total	500	100	504	100	504	100

La principale motivation de l'accroissement du recours au crédit dans les trois centres urbains est la hausse des prix des produits alimentaires. Le démarrage d'une activité génératrice de revenu (toujours pour faire face à la crise) a poussé d'autres ménages à s'endetter afin d'arrondir leur fin de mois. Comme autres raisons de recours au crédit, il faut également citer le paiement des factures d'électricité d'eau, les dépenses de santé et de transport.

Plus la moitié des ménages qui ont fait cas d'augmentation du recours au crédit a utilisé cet argent pour acheter des produits alimentaires (de 50% à 60% selon les villes). L'achat de produits non alimentaires concerne 30 à 35% des ménages. Par ailleurs, 15% à 20% des ménages ayant eu recours au crédit s'en sont servi pour financer l'achat de marchandises à

³² Une liste de maladies chroniques a été intégrée dans le manuel de formation des agents de collecte. Les maladies chroniques Cette liste comprend entre autres le diabète, l'hypertension artérielle, le cancer, l'asthme, le rhumatisme, le SIDA.

commercialiser. La vente de ces produits permet de couvrir dans certains cas les besoins quotidiens du ménage malgré la contrainte de rembourser le créancier sur une base journalière. A titre d'exemple, les femmes arrivent à obtenir un prêt remboursable au jour le jour pour mener leurs activités de petit commerce.

A Pikine, le crédit est obtenu le plus souvent du voisinage, des amis et de la famille. A Kaolack et Ziguinchor, les ménages s'endettent en premier lieu auprès des boutiquiers de quartier, puis auprès des parents ou amis. Certains boutiquiers vendent à crédit des marchandises à des coûts 25% plus élevés que leur valeur courante. La majorité des encours de dette sont en espèce. La durée moyenne de remboursement des crédits contractés varie de 3 à 6 mois selon les villes. De plus, cette durée de remboursement augmente avec le niveau de richesse du ménage en ce sens que les ménages les plus riches ont globalement des durées de remboursement plus longues.

8-2- Epargne des ménages

La proportion de ménage disposant d'une épargne varie de 33 à 42% dans les 3 villes. Elle est plus importante à Ziguinchor où 42% des ménages ont déclaré posséder une épargne. Cette possession d'épargne augmente avec le niveau de richesse du ménage. A Pikine, 10% des ménages « les plus pauvres » déclarent posséder une épargne l'année d'avant alors que dans les ménages les plus riches, 56% d'entre eux possédaient une épargne (38% des ménages « riches »). On retrouve les mêmes tendances dans les deux autres centres urbains. A Kaolack, 11% des ménages « les plus pauvres » possédaient une épargne contre 53% chez les ménages les plus riches. A Ziguinchor la proportion de ménages disposant d'une épargne va de 29% chez « les plus pauvres » à 69% chez « les plus riches ». Ces différences sont statistiquement significatives. Par contre, la lecture des résultats selon les classes de consommation alimentaire montre que pratiquement aucun ménage ayant une consommation alimentaire « pauvre » ne disposait d'épargne l'année d'avant. Globalement les ménages ayant une consommation alimentaire « acceptable » disposaient plus d'épargne que les autres en particulier à Kaolack et Ziguinchor.

Des réductions du montant de ces épargnes ont été signalées dans environ 40% des ménages détenteurs et ceci quelle que soit la ville considérée. 20% de ces ménages épargnant indiquent avoir complètement épuisé cet argent. Les baisses du montant des épargnes ont été davantage signalées par les ménages aisés qui ont probablement utilisé cet argent pour atténuer les effets de la crise de la hausse des prix des produits alimentaires.

L'obtention du crédit auprès des structures formelles est devenue de plus en plus difficile pour les ménages pauvres. En effet, en plus des taux d'intérêt auxquels ils doivent faire face, ces ménages doivent produire des garanties (qu'ils n'ont pas toujours). De plus les institutions de crédit ont une préférence pour les salariés, pour lesquels elles sont certaines de faire des prélèvements à la source. Il existe également des prêteurs d'argent informels dans les marchés. Il a été signalé une augmentation de leur nombre avec la crise de la hausse des prix. Ces prêteurs (sur gage ou usuriers) accordent de petits montants (de 5000 FCFA à 10 000 FCFA) à leurs clients avec de conditions et des délais de remboursements assez contraignants (taux d'intérêt vertigineux des fois de 50 à 100%).

IV. Stratégies de survie

Les ménages ont adopté plusieurs stratégies pour faire face à la crise de la hausse des prix des produits alimentaires. L'utilisation de ces stratégies d'adaptation est soit rare, soit en augmentation par rapport à l'année précédente. Les principales stratégies, dont la plupart ont déjà été examinées ci-dessus, sont les suivantes:

- 1) Réduction de la quantité des repas et/ou remplacement des produits alimentaires moins chers ou disponibles.
- 2) Recherche activités alternatives /additionnelles génératrices de revenus;
- 3) Obtention de plus de crédit et dans une certaine mesure la décapitalisation financière à travers l'utilisation de l'épargne;
- 4) Réduction des dépenses de secteurs tels que la santé, l'habillement, les cérémonies, et les produits d'hygiène;
- 5) Vente de bijoux.

La cohésion sociale au Sénégal, surtout en termes de solidarité, joue également un rôle important dans la façon dont les ménages ont pu gérer les différentes crises. Cela a considérablement atténué l'ampleur de l'impact que ces crises ont eu sur certaines couches de la population³³.

V. Profil des ménages en insécurité alimentaire

L'estimation du nombre de ménages touchés par la crise alimentaire - ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » et « limite »- dans les trois centres urbains est 20 000 (environ 196.400 personnes). Ziguinchor et Pikine ont des proportions plus élevées de ménages dans une situation d'insécurité alimentaire que Kaolack.

Même si l'effectif de l'échantillon est relativement faible pour permettre une comparaison des quartiers basée sur le niveau de consommation alimentaire des ménages, les résultats de l'enquête montrent cependant que certaines zones semblent avoir été plus touchées que d'autres. A Pikine, 6 communes d'arrondissement (sur 16) concentrent plus de 90% des ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » et à la « limite » (Djddah -Thiaroye Kao, Tivaouane- Diaksao, Thiaroye Gare, Diamaguene Sicap Mbao, Yeumbeul Nord, Guinaw-Rails Nord). De plus dans ces communes d'arrondissement, certains quartiers se démarquent des autres. Des tendances similaires s'observent à Ziguinchor et à Kaolack. Pour le cas spécifique de Ziguinchor, les quartiers périphériques semblent avoir été plus touchés que ceux du centre ville. C'est le cas des quartiers comme Colobane, Lyndiane, Néma, Djibock, Boucotte.Sud, Boucotte.Centre et Petit Kandé. Cependant, compte tenu du fait que tous les quartiers n'ont pas été visités, il est possible d'identifier uniquement les concentrations de ménages vulnérables parmi ceux qui ont été inclus dans l'échantillon, sans pouvoir dire si ceux qui n'ont pas été visités comportent également des ménages en insécurité alimentaire. L'affinage du ciblage géographique nécessitera donc un travail supplémentaire afin de prendre en compte les quartiers qui n'ont pas été concernés par l'enquête.

Il a été difficile d'identifier d'autres critères permettant une identification claire et précise des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre, dans les trois centres urbains étudiés. Cependant, les critères suivants peuvent être utilisés pour le ciblage des ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » et « limite » :

³³ Voir le paragraphe 5.6 sur le nombre de personnes partageant les repas

- a) Zone géographique - les quartiers avec une forte proportion de ménages ayant une consommation alimentaire "pauvres" et "limite" combiné avec une forte proportion de ménages pauvres
- b) Moyens de subsistance du ménage - par exemple le chef de ménage exerce un emploi non qualifié dans le secteur informel ou est un retraité;
- c) La taille du ménage;
- d) Le niveau d'instruction
- e) Une combinaison d'indicateurs pouvant permettre de caractériser les ménages pauvres ayant une consommation alimentaire "pauvres" et à la "limite" (par exemple les caractéristiques du logement, l'accès à l'eau courante).

Le concours des ONG locales, des Organisations Communautaires de Base (OCB) et des autorités administratives et religieuses dans les zones ciblées sera utile lors du ciblage des zones géographiques et des bénéficiaires des interventions de secours ou de réhabilitation.

La nécessité d'affiner le ciblage doit être évaluée en prenant en compte les avantages et les inconvénients d'un ciblage plus généralisé en termes de coûts financiers et de risque d'inclusion et d'exclusion (ce type de biais peut être réduit si le ciblage est confié à des comités locaux au fonctionnement transparent et suffisamment sensibilisés sur la question).

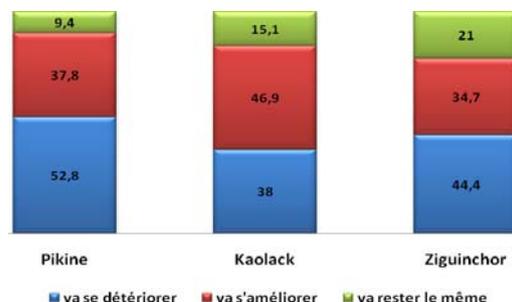
Proportion de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et à la limite			
	Pikine (15,6%)	Kaolack (8,5%)	Ziguinchor (27%)
Classe de richesse	Les plus pauvres (36,7%)	Les plus pauvres (14%)	Les plus pauvres (41,6%)
		Les pauvres (14,6%)	Les pauvres (32,3%)
Sexe du CM	Femme (19,4%)	Pas de différence significative	Pas de différence significative
Situation matrimoniale	Célibataires (22,7%)	Veuf/veuve (11,8%)	Veuf/veuve (33,7%)
Niveau d'alphabétisation du CM	Analphabète (19,8%)	Analphabète (11,4%)	Analphabète (35,9%)
Niveau d'instruction du CM	Aucun niveau (20,6%)	Aucun niveau (12,2%)	Aucun niveau (20,6%)
Activité du CM	Indépendant informel non agricole (21,4%)	Tâcheron (33,8%)	Tâcheron (47,6%)
	Autres inactifs (21,6%)	Salarié du privé informel (18,8%)	Salarié du privé informel (45,5%) Autres inactifs (31%)
Pratique de l'agriculture	-	Oui (16,3%)	Oui (36,8%)
CM Déplacé/Réfugié	-	-	Déplacé (40,7%)

VI. Analyse des risques

1- Du point de vue des ménages

Lorsqu'on demande aux ménages comment ils pensent que la situation va évoluer dans les trois prochains mois (Décembre 2008 à Février 2009), une forte proportion d'entre eux dans les trois centres urbains (60%, 50% et 80% respectivement à Pikine, Kaolack et Ziguinchor) estime que la situation va rester la même ou va se détériorer contrairement à ceux qui pensent que la situation va s'améliorer (graphique 14).

Graphique 14 : Evolution de la situation au cours des 3 prochains mois



2- Disponibilité alimentaire, évolution des prix nationaux et internationaux

La production de la campagne agricole 2008/2009 est un peu meilleure que la production moyenne des cinq dernières années selon le Ministère de l'agriculture. Suite aux récoltes de la fin de l'année 2008, les prix des céréales locales (mil et sorgho) ont baissé sur les marchés, mais demeurent supérieurs à la moyenne quinquennale. Ces prix plus élevés peuvent s'expliquer par la tendance à la substitution du riz brisé importé restant très cher par les céréales locales, mais aussi par le phénomène de rigidité des prix à la baisse qu'on observe souvent dans des situations de bonnes récoltes. Les informations sur les stocks des ménages et des collectivités ne sont pas disponibles. Il a été rapporté lors des discussions de groupe que certains agriculteurs auraient vendu une partie de leurs récoltes à bas prix à des commerçants afin de rembourser les lourdes dettes contractées en 2008.

Le prix élevé du riz a incité certains agriculteurs sénégalais à emprunter et à investir massivement pour développer cette culture. En réponse aux prix élevés des produits alimentaires, le gouvernement sénégalais a lancé la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA), initiative visant à soutenir le secteur agricole. Selon la FAO, si les prix internationaux demeurent faibles en 2008-2009, touchant les semis de l'année suivante, alors cela pourrait engendrer une crise alimentaire presque aussi grave sinon pire 2009-2010 que celle que le monde a connue en 2008. Cela devrait toucher le Sénégal étant donné que le pays continue à importer une part importante du riz qu'il consomme.

Bien que les prix internationaux du riz aient chuté depuis le mois d'avril 2008, cela n'a pas été répercuté sur les marchés sénégalais. Les prix ont atteint un sommet en juin 2008 et depuis lors sont restés élevés, alors que le pouvoir d'achat de la population ne cesse de baisser.

Au début du mois de Janvier 2009, le gouvernement du Sénégal a décidé une réduction de 12% du prix de l'électricité ainsi que de ceux de certains produits de base, tels que le riz, le pain, le savon et le transport. La baisse a été effective uniquement pour le prix de l'électricité et de l'essence. Pour les autres produits de base concernés par cette décision gouvernementale, les baisses de prix attendues tardent à se concrétiser sur les marchés.

3- Économie mondiale et crise financière

Selon le FMI, même si la crise économique et financière mondiale n'a jusqu'à présent eu qu'un impact limité sur le Sénégal, les effets de cette crise pourraient se faire sentir dans les mois à venir. Comparativement à l'année 2007, les transferts d'argent en provenance de l'étranger ont enregistré une légère baisse en 2008 (passant de 862 millions d'euros à 846 millions d'euros). En 2009, les prévisions du FMI estiment ces transferts à 609 millions d'euros soit une

baisse de 28% entre 2008 et 2009. Si ces chiffres se confirmaient, plusieurs ménages dépendant de ces ressources se retrouveraient en crise et en insécurité alimentaire. Il convient de préciser que les transferts d'argent provenant de personnes à l'étranger constituent la deuxième plus importante source de revenus des ménages de Ziguinchor et de Kaolack. Le ralentissement économique en Europe et dans les pays développés en général devrait conduire à la baisse des montants envoyés par les émigrés.

En 2008, la croissance économique du Sénégal n'était plus que de 2,5% contrairement à la moyenne des cinq dernières années qui le situait à 4%. Le taux d'inflation annuel sur la même année est de 5,5% et est principalement liée à la hausse des prix des aliments de base. Le taux de change entre le FCFA et le dollar américain constitue un autre facteur d'inquiétude.

Tableau 12 : Résumé de l'analyse de risque

Probabilité	Evénements au cours des 12 derniers mois	Scénario	Impact sur les populations urbaines
Très probable (déjà survenu)	La production agricole de la campagne 2008-2009 est conforme ou meilleure que la moyenne des 5 dernières années	+ Les prix du mil et du riz local sur les marchés restent abordables plusieurs mois après les récoltes - Le restockage en mil et en riz des négociants soucieux de vendre à des prix élevés au cours de période de soudure (leçons à partir de 2008)	+ Les dépenses alimentaires des ménages ont diminué à cause du remplacement du riz par le mil - Les dépenses alimentaires des ménages ont augmenté alors que le pouvoir d'achat a baissé (pendant la période de soudure) - Adoption de stratégies d'adaptation négatives ou de détresse - Baisse de l'achat de biens d'équipement
Très probable	Crise économique et financière mondiale 2008/09	- Baisse des transferts d'argent	- Perte d'une importante source de revenu dans toutes les classes de richesse particulièrement à Kaolack et pour les ménages moyens et riches de Ziguinchor - Adoption de stratégies d'adaptation négatives ou de détresse - Baisse d'achat des biens d'équipement - Les ménages « moyens » deviennent « pauvres ». Les ménages ayant une consommation alimentaire « à la limite » rejoignent le groupe de ceux qui ont une consommation alimentaire « pauvre »
Probable	Baisse du taux de change du FCFA par rapport au dollar américain / Présence dans le pays d'anciens stocks de riz achetés en 2008 avant la chute des prix internationaux	Prix élevé des importations de produits alimentaires maintenus, en particulier celui du riz	- Les dépenses alimentaires des ménages ont augmenté pendant que le pouvoir d'achat a baissé (pendant la période de soudure) - Adoption de stratégies d'adaptation négatives ou de détresse - Diminution des biens d'équipement
Incertain	La production agricole de la campagne 2008-2009 plus faible que la moyenne des 5 dernières années	+ Les prix du mil et le riz local sont au dessus de la moyenne des cinq dernières années après les récoltes	+ Les dépenses alimentaires des ménages augmentent à cause du prix du riz importé qui reste élevé et du mil local dont la consommation augmente - Situation de sécurité alimentaire précaire durant la période de soudure

VII. Conclusion

En 2008, à Pikine, Kaolack et Ziguinchor, la hausse des prix des denrées alimentaires, en particulier celles des céréales et la baisse des revenus de transferts d'argent, a constitué un choc pour 90% des ménages interrogés. Ce choc a provoqué la mise en œuvre de stratégies alimentaires de survie comme :

- la diminution de quantité de nourriture préparée à chaque repas ;
- la baisse de la diversité alimentaire, en particulier la diminution de la quantité de viande de poisson et de légumes utilisées dans la préparation des repas ;
- la diminution voire l'arrêt de la prise de goûter par les élèves faute d'argent de poche donné par les parents

De même, les ménages affectés ont mis en œuvre de nouvelles activités génératrices de revenus peu rémunératrices (le petit commerce pratiqué par les femmes du ménage), le recours à l'emprunt, l'utilisation de l'épargne et la vente de bijoux lorsqu'ils en possédaient. Enfin, la réduction des dépenses de santé, d'habillement, de cérémonies et de produits d'hygiène sont des mécanismes également mis en œuvre.

La baisse récente de leur pouvoir d'achat couplée à l'érosion des moyens de subsistance a conduit ou maintenu près de 20 000 ménages en situation d'insécurité alimentaire. (27% de la population à Ziguinchor, 16% à Pikine et 9% à Kaolack). L'enquête montre qu'il n'existe pas de lien de cause à effet systématique entre la pauvreté matériel du ménage et sa consommation alimentaire : un ménage peut être pauvre mais avoir une consommation alimentaire adéquate. Il est plus rare d'avoir des ménages riches qui ont une consommation alimentaire « pauvre ».

Cette situation risque de se prolonger étant donné que les prix restent élevés dans ces trois villes et que la baisse des soutiens monétaire extérieurs se poursuit.

L'enquête souligne également que les trois villes se distinguent entre elles à cause :

- des différents taux de prévalence de la pauvreté entre Ziguinchor d'une part (50% de ménages pauvres et très pauvres) et les deux autres villes d'autre part (35%)
- des prix des céréales plus élevés à Pikine qu'à Kaolack
- du profil de moyens d'existence différents d'une ville à l'autre : Outre le pourcentage important d'activités indépendantes du secteur informel non agricole (boutique, artisan,...) que l'on retrouve dans les trois villes (45% à 55% des ménages), Pikine se distingue par l'importance des ménages tirant profit d'activités salariés du privé (20% des ménages), alors que Kaolack et Ziguinchor se caractérisent par une proportion importante de ménages bénéficiant de transfert d'argent (entre 20% et 30% des ménages). Ces deux dernières villes se distinguent par l'importance des activités salariées du secteur publique ou parapublique à Kaolack (18% des ménages) et par l'importance des activités agricoles à Ziguinchor (19%).

Ce résultat confirme l'hypothèse selon laquelle l'impact de la hausse des prix se manifeste de façon différente d'une ville à une autre. Ziguinchor est la ville qui regroupe le plus de ménages pauvres et de ménages en insécurité alimentaire. Cette vulnérabilité à l'insécurité alimentaire particulièrement élevée est liée à la plus forte prévalence de la pauvreté rurale et urbaine en Casamance et dans la région de Ziguinchor. Inversement, à Kaolack, la plus faible incidence de pauvreté matérielle et de la pauvreté alimentaire peut s'expliquer par le fait que les niveaux de pauvreté sont plus faibles dans cette région que dans les autres³⁴, mais s'explique aussi par sa situation de carrefour commerciale et par l'importance des échanges transfrontaliers avec la Gambie, générateurs d'activités.

Les résultats obtenus au cours de cette enquête ne peuvent donc pas être généralisés à l'ensemble de ville du Sénégal, et les interventions devront être adaptées selon les situations spécifiques de chaque ville.

³⁴ Même selon les résultats de l'ESAM de l'ANSD.

VIII. Options de réponse

La hausse des prix des produits alimentaires se poursuit en 2009 et sera aggravée par la réduction des transferts d'argent en provenance de l'étranger. Les options d'intervention à la lumière des résultats de l'enquête urbaine visent à atténuer la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire conjoncturelle, à protéger leurs moyens de subsistance et les actifs des ménages.

Actuellement, de nombreux indicateurs désignent les transferts monétaires comme la réponse la plus appropriée pour atténuer la vulnérabilité des ménages urbains : Les produits de base sont redevenus assez disponibles sur le marché même si les prix restent relativement élevés. Les marchés fonctionnent correctement. Les ménages vulnérables s'approvisionnent en produits alimentaires sur les marchés. Une part relativement importante du revenu des ménages est consacrée à l'achat de produits non alimentaires (40% du budget des ménages ayant une consommation alimentaire « pauvres » et à la « limite »). L'utilisation du crédit est un autre signe de la hiérarchisation des priorités des ménages. Même si l'achat de produits alimentaires est la principale raison de recours au crédit que les ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » et à la « limite » évoquent, l'utilisation des montants empruntés pour l'acquisition des biens non alimentaires et pour la conservation d'une activité commerciale est également très importante.

Une étude de faisabilité en cours, menée par le PAM sur les possibilités de transferts monétaires devrait permettre d'identifier la forme de transferts en espèces (aide alimentaire, coupons, travail contre argent, combinaison de transfert monétaire et de distribution de vivres, transferts conditionnels ou inconditionnels) à mettre en place à court terme. La même étude de faisabilité permettra d'évaluer les conditions de mise en œuvre, les mécanismes de ciblage ainsi que le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit le projet de transfert d'espèces.

A moyen et long terme, l'appui à l'agriculture urbaine tels que le maraîchage (y compris le jardinage de maison) et la culture du riz ou la production d'arachide pourrait renforcer de manière durable les moyens de subsistance, en particulier celles des ménages ayant une consommation alimentaire « pauvres » et à la « limite » en particulier dans la région de Ziguinchor.

L'incapacité des parents à fournir des goûters à leurs enfants justifie le développement des cantines scolaires en milieu urbain. En outre, les cantines scolaires, en ciblant les ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » et « limite », pourrait également atténuer les coûts associés à l'achat de denrées alimentaires pour les enfants. Des activités complémentaires telles que le jardinage, l'assainissement, la santé et l'éducation nutritionnelle pourraient être encouragées dans les écoles.

Le rôle essentiel des femmes dans la réalisation de l'épargne et dans l'obtention de crédit - souvent par le biais de fonds de roulement géré par des groupements féminins - fait d'elles les cibles les plus indiquées pour les activités génératrices de revenus. Le soutien aux initiatives de microcrédit serait également un moyen efficace pour aider les femmes à développer des filets de sécurité et à investir dans des activités de production afin d'assurer la subsistance du ménage.

L'extension de l'accès à la gratuité des soins de santé, aux ménages les plus pauvres devrait également être mise en œuvre par les autorités sanitaires du Sénégal lorsque les prix des produits alimentaires sont élevés, pendant la période de soudure correspondant également à la saison des pluies accompagnées de l'augmentation des maladies liées à l'eau et causes de malnutrition (paludisme, diarrhées, infections respiratoires aiguës,...).

Enfin, dans la mesure où les résultats de l'enquête a montré une spécificité des villes,

d'autres enquêtes en milieu urbain devraient être menées en particulier à Saint Louis, Matam, Thiès, Tambacounda, Kolda. Ces enquêtes devraient être couplées à des enquêtes nutritionnelles rapides.

Les réponses et recommandations seront développées avec des partenaires techniques.

IX. Références bibliographiques

- Situation économique et financière en 2008 et perspectives en 2009, DPEE, juin 2009
- Food Vulnerability in the Urban Area of Banjul and Kanifing Municipality (The Gambia), The Gambia/CILSS/NUSAPPS/NaNA, 2009
- Enquête nutritionnelle SMART- Évaluation de la situation nutritionnelle au Sénégal, DANSE/IPDSR/ANDS/PRN/UNICEF /PAM/OMS/HKI, Novembre 2008
- Déterminants de l'inflation au Sénégal : approche par la fonction de consommation, ANSD, Septembre 2008
- Rapport d'analyse de marché ; Sénégal : Commerce du riz, PAM Bureau Régional, Afrique de l'Ouest et Centrale, Août 2008
- Situation économique et sociale de la région de Dakar de l'année 2007, ANSD/ Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Dakar, Aout 2008
- Situation économique et sociale de la région de Ziguinchor- Année 2007, ANSD/ Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Ziguinchor, Aout 2008
- Sénégal- Enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence en milieu rural (ESASU 2008), PAM-CO, juillet-août 2008
- IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES -NIGER, SIMA/ SAP/PAM/FAO/PNUD/FEWS NET/CILSS/ CRS, juillet 2008
- Impact of rising food prices on food security- Liberia, WFP Liberia, July 2008
- Burkina Faso: Impact of rising food prices on food security in urban areas, WFP, July 2008
- Evaluation de la sécurité alimentaire au Sénégal, SAP/SE-CNSA, Juin 2008
- FOOD SECURITY IN WEST AFRICA: The Impact of Insufficient Rainfall, Flash Floods and Price Increases, FAO/FEWS NET/WFP, Jun 2008
- Food consumption analysis - Calculation and use of the food consumption score in food security analysis, VAM Unit HQ, February 2008
- Synthèse trimestrielle de la situation des marchés agro-pastoraux, CSA, Janvier/Mars-Avril/Juin- Juillet/Septembre- Octobre/Décembre- 2008
- Synthèse mensuelle de la situation des marchés agro-pastoraux, CSA, Janvier/Décembre 2008
- Note d'analyse de l'indice harmonisé des prix à la consommation, ANSD, Quatrième trimestre 2008
- Note d'analyse de l'indice harmonisé des prix à la consommation, ANSD, Troisième trimestre 2008
- Note d'analyse de l'indice harmonisé des prix à la consommation, ANSD, Deuxième trimestre 2008
- Note d'analyse de l'indice harmonisé des prix à la consommation, ANSD, Premier trimestre 2008
- Statistiques du commerce extérieur- Bulletin trimestriel, ANSD, quatrième trimestre 2008
- Statistiques du commerce extérieur- Bulletin trimestriel, ANSD, Troisième trimestre 2008

- Statistiques du commerce extérieur- Bulletin trimestriel, ANSD, deuxième trimestre 2008
 - Statistiques du commerce extérieur- Bulletin trimestriel, ANSD, premier trimestre 2008
 - Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008- La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé, PNUD, 2008
 - Statistiques Sanitaires 2007, Service National de l'Information Sanitaire (SNIS)- Ministère de la Santé et de la Prévention, 2008
 - The Coping Strategies Index Field Methods Manual Second Edition, Feinstein International Center, Tufts University Richard Caldwell/ TANGO International, WFP, USAID, January 2008
 - Situation économique et sociale de la région de Kaolack- Année 2006, ANSD/ Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Kaolack, Octobre 2007
 - Enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS), ANSD, Aout 2007
 - Résultat du troisième recensement général de la population et de l'habitat (2002), ANSD/FNUAP/USAID, Décembre 2006
 - Document de Stratégie pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté 2006-2010 (DSRP II), République du Sénégal, Octobre 2006
 - Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA): An External Review of WFP Guidance and Practice, WFP, mai 2006
 - Enquête démographique et de santé EDS-IV Sénégal 2005, CRDH/ Macro International, Gouvernement du Sénégal/ Banque Mondiale/USAID/UNICEF/UNFPA, Février/Juin 2005.
 - LA PAUVRETE AU SENEGAL : de la dévaluation de 1994 à 2001-2002, DPS/Banque Mondiale, Janvier 2004
 - La perception de la pauvreté au Sénégal : volet statistique, DPS/PNUD/DAES, Novembre 2001
 - Rapport de l'enquête sur les objectifs de la fin de décennie sur l'enfance (MICS- II - 2000), Gouvernement du Sénégal/UNICEF, Novembre 2000
-